

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2035

19 septembre 2007

SOMMAIRE

AKSIA Capital III Investments S.à r.l.	97647	Investnet International S.A.	97644
Alcyone Holding S.A.	97643	Invista S.à r.l.	97680
Aluminium Europe S.A.	97648	KulTour S.à r.l.	97643
Anglo Coal Cerrejon	97680	Lukas LuxCo 2 S.à r.l.	97647
Ardexco S.A.	97639	Maritime Construction Luxembourg S.A.	97645
Audemars Microtec Lux Holding S.A.	97644	Megatouch Luxembourg S.à r.l.	97641
Bel Canto Business Generators S.A. Soparfi	97680	Millepore S.A.	97638
Bel Re S.A.	97678	Montana Properties S.A.	97645
Blummemaart S.à r.l.	97640	Museal S.A.	97634
Buying Planning Advertising (BPA) S.A.	97644	NDM Architectura S.à r.l.	97656
Cap Antibes S.A.	97646	Neoclides Global Capital S.à r.l.	97669
C.B. Events Racing S.à r.l.	97640	NTP Real Estate S.A.	97656
CFLJ S.à r.l.	97634	Péninsule Financière S.A.	97642
COLUMBIS International Consulting sàrl	97642	Pesca Holding S.A.	97641
DeAM Management Company S.A.	97639	Porlux Soparfi S.A.	97636
Decatec S.A.	97635	Ribambelle 4 S.à r.l.	97634
Electrofin S.A.H.	97643	Robim S.A.	97647
Fallprotec	97640	Rutek Alliance S.A.	97641
Fibe S.A. Société Anonyme	97640	Sausages S.à r.l.	97635
Financière Transports et Services S.A.	97635	Sigelux S.A.	97645
Finaxia S.A.	97634	Sky Ways Luxembourg S.A.	97639
Gercomm 2	97659	Solano Holding S.A.	97637
Gercomm 2 S.à r.l.	97659	Spatula Stuhhi S.A.	97646
GJK Investments S.A.	97642	T & C Europe S.A.	97646
Global Fund Selection Advisor S.A.	97638	TF International Fund	97637
Golf and Real Estate S.A.	97643	Thelos S.A.	97646
Günther Langer S.à r.l.	97636	TKO Finance S.A.	97644
Hamburg Investments S.A.	97636	TS EDE Holdings S.à r.l.	97677
H & H S.A.	97642	TS Redigaffi Holdings S.à r.l.	97677
Immobilière d'Avrignac S.A.	97635	U.F.F. (Union Fiduciaire et Fiscale) S.à r.l.	97641
Immobilière Rivoli S.A.	97645	United Investment Fund	97638

Ribambelle 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1617 Luxembourg, 39-41, rue de Gasperich.
R.C.S. Luxembourg B 104.126.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 août 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007097198/4376/12.

Enregistré à Luxembourg, le 19 juillet 2007, réf. LSO-CG07368. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070109623) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2007.

CFLJ S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 10, rue de Bragance.
R.C.S. Luxembourg B 110.083.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 août 2007.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2007097203/6407/14.

Enregistré à Luxembourg, le 16 août 2007, réf. LSO-CH04738. - Reçu 103 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070109680) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2007.

Finaxia S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.
R.C.S. Luxembourg B 37.579.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 2007.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Signature

Référence de publication: 2007097228/504/14.

Enregistré à Luxembourg, le 7 août 2007, réf. LSO-CH01699. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070109385) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2007.

Museal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1475 Luxembourg, 19, rue du Saint Esprit.
R.C.S. Luxembourg B 66.413.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Pour MUSEAL S.A.

Signature

Référence de publication: 2007097307/597/14.

Enregistré à Luxembourg, le 9 août 2007, réf. LSO-CH02660. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070109465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2007.

Decatec S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8410 Steinfort, 39, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 54.502.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
Pour *DECATEC S.A.*
Signature

Référence de publication: 2007097308/597/14.

Enregistré à Luxembourg, le 9 juillet 2007, réf. LSO-CG03059. - Reçu 16 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070109468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2007.

F.T.S. S.A., Financière Transports et Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7473 Schoenfels, 1A, rue de Keispelt.
R.C.S. Luxembourg B 120.220.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
Pour *FINANCIERE TRANSPORTS ET SERVICES S.A. (F.T.S. S.A.)*
Signature

Référence de publication: 2007097309/597/14.

Enregistré à Luxembourg, le 9 août 2007, réf. LSO-CH02662. - Reçu 16 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070109471) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2007.

Sausages S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4081 Esch-sur-Alzette, 29, rue Dicks.
R.C.S. Luxembourg B 121.219.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
Pour *SAUSAGES S.à r.l.*
Signature

Référence de publication: 2007097310/597/14.

Enregistré à Luxembourg, le 9 août 2007, réf. LSO-CH02647. - Reçu 16 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070109473) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2007.

Immobilière d'Avrignac S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 25.396.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007097217/3842/12.

Enregistré à Luxembourg, le 10 août 2007, réf. LSO-CH03220. - Reçu 28 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070109351) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2007.

Hamburg Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 46.656.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
Pour HAMBURG INVESTMENTS S.A.
Signature

Référence de publication: 2007097306/597/14.

Enregistré à Luxembourg, le 9 août 2007, réf. LSO-CH02658. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070109463) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2007.

Günther Langer S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6486 Echternach, Zone Industrielle.
R.C.S. Luxembourg B 96.142.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 2007.

GÜNTHER LANGER S.à r.l.
FIDUCIAIRE CENTRALE DU LUXEMBOURG S.A.
Signature

Référence de publication: 2007097312/503/15.

Enregistré à Luxembourg, le 9 août 2007, réf. LSO-CH02755. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070109377) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2007.

Porlux Soparfi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9227 Diekirch, 52, Esplanade.
R.C.S. Luxembourg B 113.847.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'Assemblée Générale Extraordinaire qui s'est tenue le 1^{er} août 2007 que:

Première résolution

L'assemblée générale décide de révoquer tous les membres du conseil d'administration et l'administrateur-délégué à dater de ce jour.

Deuxième résolution

L'assemblée générale nomme comme nouveaux administrateurs:

- La société EAST WEST CONSULTING COMPANY S.A. ayant son siège social à L-9227 Diekirch, 50 Esplanade, inscrite au registre de commerce sous le numéro B 86 556

- Monsieur Csaba Santha, demeurant 7 Toronya str H-1037 Budapest

- Monsieur Yvan Crab, demeurant à H-2634 Nagybörzsöny, Ganàdpuszta,

pour une durée de 6 ans

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 1^{er} août 2007.

Pour la société
Y. Crab

Référence de publication: 2007097148/800854/25.

Enregistré à Diekirch, le 13 août 2007, réf. DSO-CH00108. - Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(070108809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2007.

Solano Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 28, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 108.663.

—
Extrait des décisions prises lors de l'assemblée générale des actionnaires en date du 26 juillet 2007

1. Le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, à L-2430 Luxembourg, 28, rue Michel Rodange

2. La société à responsabilité limitée UNIVERSAL MANAGEMENT SERVICES S.à r.l, a démissionné de son mandat d'administrateur de catégorie A et les sociétés anonymes EURO MANAGEMENT S.A. et MONTEREY SERVICES S.A., ont démissionné de leur mandat d'administrateur de catégorie B.

3. M. Stéphane Weyders, réviseur d'entreprises, né le 2 janvier 1972 à Arlon (Belgique), demeurant professionnellement à L-2430 Luxembourg, 28, rue Michel Rodange, a été nommé comme administrateur de catégorie A jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2008.

4. M. Karel Heeren, expert comptable, né le 14 février 1973 à Genk (Belgique), demeurant professionnellement à L-2430 Luxembourg, 28, rue Michel Rodange, a été nommé comme administrateur de catégorie B jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2008.

5. M. Steve Van Den Broek, employé privé, né le 26 juillet 1970 à Anvers (Belgique), demeurant professionnellement à L-2430 Luxembourg, 28, rue Michel Rodange, a été nommé comme administrateur de catégorie B jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2008.

6. La société à responsabilité limitée COMCOLUX S.à r.l. a démissionné de son mandat de commissaire aux comptes.

7. La société à responsabilité limitée AACO (ACCOUNTING, AUDITING, CONSULTING OUTSOURCING) S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B n ° 88833, avec siège social à L-2430 Luxembourg, 28, rue Michel Rodange, a été nommée comme commissaire aux comptes jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2008.

Luxembourg, le 30 juillet 2007.

Pour extrait sincère et conforme

Pour SOLANO HOLDING S.A.

FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2007097144/29/33.

Enregistré à Luxembourg, le 2 août 2007, réf. LSO-CH00592. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070108840) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2007.

TF International Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 85.732.

—
Extrait des résolutions prises à l'Assemblée Générale Statutaire du 15 mai 2007

- La démission de Monsieur Filippo Labianca est notée.

- Messieurs Serge D'Orazio résidant professionnellement à 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg, Mariangelo Bossone résidant professionnellement à 13 Via Preterio, CH-6901 Lugano, Alessandro Stefani résidant professionnellement à 13, Via Preterio, CH-6901 Lugano, André Schmit résidant professionnellement à 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg et Jean-André Stammel résidant professionnellement à 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg sont réélus en tant qu'Administrateur pour un nouveau mandat d'un an.

- PricewaterhouseCoopers est réélu en tant que Réviseur d'Entreprises agréé pour un nouveau mandat d'un an.

Certifié conforme et sincère

Pour TF INTERNATIONAL FUND

KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Signatures

Référence de publication: 2007097030/526/21.

Enregistré à Luxembourg, le 6 juin 2007, réf. LSO-CF01723. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070108741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2007.

Global Fund Selection Advisor S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 94.475.

—
Auszug aus der Beschlußfassung der Ordentlichen Generalversammlung vom 3. April 2007 in Luxemburg

- Die Herren Harald Wanke, Franz-Josef-Strasse 8-10, 6130 Schwaz, Österreich, und André Schmit, 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg, werden als Verwaltungsratsmitglieder für das neue Geschäftsjahr wiedergewählt.
- Die Generalversammlung nimmt davon Kenntnis dass Herr Wiedemayr, Franz-Josef-Strasse 8-10, 6130 Schwaz, Österreich, zum 3. April 2007 sein Amt als Verwaltungsratsmitglied niederlegt.
- Die Generalversammlung stimmt der Ernennung von Herrn Markus Lackner, Franz-Josef-Strasse 8-10, 6130 Schwaz, Österreich, als Verwaltungsratsmitglied zu, unter Voraussetzung der Zustimmung durch die CSSF.
- Der Abschlussprüfer, PricewaterhouseCoopers, Luxembourg wird für das neue Jahr wiedergewählt.

Für beglaubigten Auszug

Für GLOBAL FUND SELECTION ADVISOR S.A.

KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2007097058/526/21.

Enregistré à Luxembourg, le 27 avril 2007, réf. LSO-CD07216. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070108565) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2007.

Millepore S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 83.730.

—
Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007096810/3842/12.

Enregistré à Luxembourg, le 7 août 2007, réf. LSO-CH01883. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070108599) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2007.

United Investment Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 67.577.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une résolution circulaire du Conseil d'Administration du 8 juin 2007 que Monsieur Alan Mudie a démissionné de son mandat d'Administrateur président du Conseil d'Administration de la Société.

Le Conseil d'Administration a décidé de nommer, avec effet au 8 juin 2007, Monsieur Philippe Marchessaux, 5, avenue Kléber F-75 116 Paris, en tant que nouvel Administrateur pour achever le mandat laissé vacant par Monsieur Alan Mudie, pour un terme venant à échéance à la prochaine Assemblée Générale annuelle des actionnaires de la Société.

Le Conseil d'Administration a décidé de nommer Monsieur Philippe Marchessaux, 5, avenue Kléber F-75 116 Paris, comme nouveau Président du Conseil d'Administration de la Société.

Luxembourg, le 31 juillet 2007.

Pour le Conseil d'Administration

BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG

Signatures

Référence de publication: 2007096996/2300/21.

Enregistré à Luxembourg, le 10 août 2007, réf. LSO-CH03097. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070108586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2007.

DeAM Management Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 111.330.

Faisant suite à l'assemblée générale du 30 juillet 2007, sont re-nommés administrateurs:

Klaus-Michael Vogel, 2, boulevard Konrad Adenauer 1115 Luxembourg

Geoffrey Moore, 52 Rosemount Avenue Westmount, Quebec, Canada

Cynthia P. Nestle, 345 Park Avenue, New York 10154, USA

James Norman 135 West 16th Street-Apt. 18, New York, NY 10011, USA

Thomas Voeking, Am Dornbusch 17, 65817 Eppstein, Germany

Est re-nommé réviseur d'entreprises:

KPMG AUDIT, allée Scheffer, 31 Luxembourg 2520

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2007.

Pour STATE STREET BANK LUXEMBOURG S.A.

Signature

Référence de publication: 2007097000/1229/21.

Enregistré à Luxembourg, le 10 août 2007, réf. LSO-CH03090. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070108536) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2007.

Ardexco S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 36.018.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007096811/3842/12.

Enregistré à Luxembourg, le 7 août 2007, réf. LSO-CH01881. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070108598) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2007.

Sky Ways Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 76.633.

E

Le Conseil accepte la démission de Monsieur Giuseppe Sinigaglia de son poste d'administrateur et d'administrateur délégué.

Monsieur Alexis De Bernardi, licencié en sciences économiques, né le 13 février 1975 à Luxembourg, demeurant professionnellement au 17, rue Beaumont L-1219 Luxembourg, est coopté comme nouvel administrateur et d'administrateur délégué. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2008. L'Assemblée Générale des Actionnaires, lors de sa prochaine réunion, procédera à l'élection définitive.

Luxembourg, le 25 juillet 2007.

Pour extrait sincère et conforme

SKY WAYS LUXEMBOURG S.A.

N. Schaeffer / G. Schneider

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2007097069/545/21.

Enregistré à Luxembourg, le 14 août 2007, réf. LSO-CH04113. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070108951) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2007.

Blummemaart S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8050 Bertrange, Centre Commercial La Belle Etoile, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 68.891.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 2007.

BLUMMEMAART S.à r.l.

FUDUCIAIRE CENTRALE DU LUXEMBOURG S.A.

Signature

Référence de publication: 2007097333/503/15.

Enregistré à Luxembourg, le 9 août 2007, réf. LSO-CH02766. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070109364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2007.

C.B. Events Racing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 88.621.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 2007.

Pour C.B. EVENTS RACING S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2007097337/744/14.

Enregistré à Luxembourg, le 3 août 2007, réf. LSO-CH01177. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070109155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2007.

Fibe S.A. Société Anonyme, Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 91.556.

Le bilan au 31 janvier 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 août 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007097316/534/12.

Enregistré à Luxembourg, le 9 août 2007, réf. LSO-CH02867. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070109405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2007.

Fallprotec, Société Anonyme.

Siège social: L-7303 Steinsel, 4, rue des Etangs.

R.C.S. Luxembourg B 101.425.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOFICODEC S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2007097213/4185/13.

Enregistré à Luxembourg, le 6 août 2007, réf. LSO-CH01649. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070109477) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2007.

Megatouch Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1131 Luxembourg, 20, rue Antoine.
R.C.S. Luxembourg B 111.112.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOFICODEC S.à.r.l.

Signature

Référence de publication: 2007097210/4185/13.

Enregistré à Luxembourg, le 6 août 2007, réf. LSO-CH01645. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070109472) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2007.

Pesca Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 39.315.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007097220/3842/12.

Enregistré à Luxembourg, le 10 août 2007, réf. LSO-CH03224. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070109363) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2007.

U.F.F. (Union Fiduciaire et Fiscale) S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 19, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 42.317.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 2007.

Pour U.F.F. (UNION FIDUCIAIRE ET FISCALE) S.à.r.l.

Signature

Référence de publication: 2007097321/634/14.

Enregistré à Luxembourg, le 10 août 2007, réf. LSO-CH03039. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070109295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2007.

Rutek Alliance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 4, avenue J.-P. Pescatore.
R.C.S. Luxembourg B 117.881.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 2007.

Pour FIDUCIAIRE PREMIER LUXEMBOURG S.A.

Agent domiciliataire

Signature

Référence de publication: 2007097319/634/15.

Enregistré à Luxembourg, le 10 août 2007, réf. LSO-CH03041. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070109290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2007.

H & H S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 25, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 78.774.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 août 2007.

G. Lecuit

Notaire

Référence de publication: 2007097236/220/12.

(070109041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2007.

GJK Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 117.561.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 10 août 2007.

Pour copie conforme

Pour la société

Pour Maître J. Seckler

Notaire

Par délégation M. Goeres

Référence de publication: 2007097230/231/15.

(070109026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2007.

Péninsule Financière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 105.306.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour PENINSULE FINANCIERE S.A.

SOFINEX S.A.

Signature

Référence de publication: 2007097349/783/14.

Enregistré à Luxembourg, le 14 août 2007, réf. LSO-CH04018. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070109187) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2007.

COLUMBIS International Consulting sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.
R.C.S. Luxembourg B 94.306.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOFICODEC S.à.r.l.

Signature

Référence de publication: 2007097208/4185/13.

Enregistré à Luxembourg, le 6 août 2007, réf. LSO-CH01643. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070109467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2007.

KulTour S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 13B, avenue Guillaume.
R.C.S. Luxembourg B 59.306.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOFICODEC S.à.r.l.

Signature

Référence de publication: 2007097209/4185/13.

Enregistré à Luxembourg, le 6 août 2007, réf. LSO-CH01644. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070109469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2007.

Electrofin S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 40.053.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007097219/3842/12.

Enregistré à Luxembourg, le 10 août 2007, réf. LSO-CH03223. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070109359) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2007.

Golf and Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 57, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 71.189.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 2007.

GOLF AND REAL ESTATE S.A.

FIDUCIAIRE CENTRALE DU LUXEMBOURG S.A.

Signature

Référence de publication: 2007097336/503/15.

Enregistré à Luxembourg, le 9 août 2007, réf. LSO-CH02759. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070109370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2007.

Alcyone Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 17, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 98.384.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 2007.

Pour ALCYONE HOLDING S.A.

Signature

Référence de publication: 2007097340/744/14.

Enregistré à Luxembourg, le 9 juillet 2007, réf. LSO-CG02823. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070109161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2007.

Buying Planning Advertising (BPA) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 60.261.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 2007.

Pour BUYING PLANNING ADVERTISING (BPA) S.A.

Signature

Référence de publication: 2007097341/744/14.

Enregistré à Luxembourg, le 3 août 2007, réf. LSO-CH01157. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070109164) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2007.

Audemars Microtec Lux Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 69.343.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 2007.

Pour AUDEMARS MICROTEC LUX HOLDING S.A.

Signature

Référence de publication: 2007097342/744/14.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} août 2007, réf. LSO-CH00071. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070109166) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2007.

Investnet International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 71.815.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 2007.

Pour INVESTNET INTERNATIONAL S.A.

Signature

Référence de publication: 2007097343/744/14.

Enregistré à Luxembourg, le 25 juillet 2007, réf. LSO-CG08927. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070109168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2007.

TKO Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 68.816.

Le bilan au 31 mars 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 août 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007097293/534/12.

Enregistré à Luxembourg, le 9 août 2007, réf. LSO-CH02899. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070109433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2007.

Immobilière Rivoli S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 59.473.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 juillet 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007097301/802/12.

Enregistré à Luxembourg, le 13 août 2007, réf. LSO-CH03750. - Reçu 32 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070109451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2007.

Sigelux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 70, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 12.969.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 2007.

SIGELUX S.A.

FIDUCIAIRE CENTRALE DU LUXEMBOURG S.A.

Signature

Référence de publication: 2007097311/503/15.

Enregistré à Luxembourg, le 9 août 2007, réf. LSO-CH02768. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070109375) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2007.

Maritime Construction Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 70, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 68.653.

Les comptes annuels au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 2007.

MARITIME CONSTRUCTION LUXEMBOURG S.A.

FIDUCIAIRE CENTRALE DU LUXEMBOURG S.A.

Signature

Référence de publication: 2007097313/503/15.

Enregistré à Luxembourg, le 9 août 2007, réf. LSO-CH02752. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070109382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2007.

Montana Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1, Parc d'Activités Syrdall.
R.C.S. Luxembourg B 70.402.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 août 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007097291/534/12.

Enregistré à Luxembourg, le 9 août 2007, réf. LSO-CH02864. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070109429) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2007.

Spatula Stuhhi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 116.780.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 2007.

Pour SPATULA STUHHI S.A.

Signature

Référence de publication: 2007097352/744/14.

Enregistré à Luxembourg, le 3 août 2007, réf. LSO-CH01169. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070109120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2007.

Thelos S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 93.520.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 2007.

Pour THELOS S.A.

Signature

Référence de publication: 2007097353/744/14.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} août 2007, réf. LSO-CH00014. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070109121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2007.

T & C Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 17, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 57.972.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 2007.

Pour T & C EUROPE S.A.

Signature

Référence de publication: 2007097354/744/14.

Enregistré à Luxembourg, le 3 août 2007, réf. LSO-CH01174. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070109122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2007.

Cap Antibes S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 117.959.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 août 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007097292/534/12.

Enregistré à Luxembourg, le 9 août 2007, réf. LSO-CH02902. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070109432) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2007.

Robim S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 4.110.

—
Extrait de la résolution prise lors du procès-verbal du conseil d'administration du 29 juin 2007

Monsieur John Seil, demeurant professionnellement au 5, boulevard de la Foire L-1528 a été nommé Président du conseil d'administration.

La durée de sa présidence sera fonction de celle de son mandat d'administrateur et tout renouvellement, démission ou révocation de celui-ci entraînera automatiquement et de plein droit le renouvellement ou la cessation de ses fonctions présidentielles.

Luxembourg, le 18 juillet 2007.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2007096955/534/18.

Enregistré à Luxembourg, le 3 août 2007, réf. LSO-CH00790. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070108631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2007.

Lukas LuxCo 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 6, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 121.148.

—
Extrait des décisions de l'associé unique prise en date du 6 juillet 2007

Monsieur Russell Perchard, employé privé, né le 16 janvier 1978 à Jersey (Iles Anglo-Normandes) résidant professionnellement à L-2340 Luxembourg, 6, rue Philippe II, a été nommé gérant B pour une période illimitée (en remplacement de Monsieur Christophe Cahuzac, démissionnaire).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LUKAS LUXCO 2 S.à.r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2007096983/1649/18.

Enregistré à Luxembourg, le 7 août 2007, réf. LSO-CH01805. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070108775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2007.

AKSIA Capital III Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 26, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 123.845.

—
Extrait des décisions de l'associé unique prises en date du 19 juillet 2007

Monsieur Russell Perchard, employé privé, né le 16 janvier 1978 à Jersey (Channel Islands), résidant professionnellement à L-2340 Luxembourg, 6, rue Philippe II, a été nommé gérant A de la société, pour une période illimitée (en remplacement de Monsieur Christophe Cahuzac, démissionnaire).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour AKSIA CAPITAL III INVESTMENT S.à.r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2007096981/1649/18.

Enregistré à Luxembourg, le 8 août 2007, réf. LSO-CH02334. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070108780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2007.

Aluminium Europe S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 89.021.

L'an deux mille sept, le vingt-trois mai.

Par-devant Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme ALUMINIUM EUROPE S.A., ayant son siège social à L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 89.021, constituée sous la dénomination de ALIBERICO EUROPE S.A. suivant acte notarié en date du 13 septembre 2002, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1566 du 31 octobre 2002 et dont les statuts ont été modifiés suivant acte notarié en date du 18 mai 2006, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1472 du 1^{er} août 2006.

L'assemblée est ouverte à 14.30 heures sous la présidence de Monsieur Christian François, employé privé, avec adresse professionnelle à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Mademoiselle Blazenka Bartolovic, employée privée, résidant à Nospelt.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Mademoiselle Anita Maggipinto, employée privée, résidant à Mondercange.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Insertion d'un nouvel article 4 ayant la teneur suivante:

«4.1 Tout actionnaire désirant effectuer une Cession de l'ensemble ou partie des actions qu'il détient dans le capital de la société (ci-après désigné le «Cédant») ne pourra le faire qu'après avoir proposé de les vendre aux autres actionnaires.

Chacun des autres actionnaires aura un Droit de Prémption.

Ce droit consiste en la possibilité pour chacun des autres actionnaires de déclarer vouloir acquérir l'ensemble ou partie des actions de l'actionnaire désireux d'effectuer la Cession de sa participation dans la société. Si l'ensemble des demandes de préemption excède le total des actions offertes par le Cédant, la demande de chacun des actionnaires sera réduite au prorata de sa participation dans le capital de la société au jour de l'offre.

Pour les besoins du présent article 4, on entend par «Cession» la vente, l'échange, l'apport, la donation, la constitution d'usufruit ou d'un droit réel, la convention de mise en gage, et plus généralement toute transmission à titre gratuite ou onéreuse, le cas échéant universelle ou à titre universel (fusion, absorption, scission - pour les actionnaires personnes morales).

4.2 Le Cédant devra notifier au conseil d'administration:

- l'identité de la personne au profit de laquelle il envisage de procéder à la Cession;
- le nombre des actions dont la Cession est projetée;
- la nature exacte de la Cession projetée;
- le prix par action offerte à la Cession, si l'opération projetée consiste en une vente.

Cette notification, que le conseil d'administration transmettra dès réception à chacun des actionnaires, vaudra, à leur profit, offre irrévocable de vente des actions dont la Cession est envisagée.

4.3 Les autres actionnaires disposeront alors d'un délai de 30 (trente) jours à compter de la réception de la notification pour notifier au conseil d'administration leur intention, si elles décident de préempter.

Le conseil d'administration devra notifier au Cédant, dès réception de la dernière des notifications des autres actionnaires, les résultats de la mise en œuvre du droit de préemption.

4.4 Si la Cession projetée consiste en une vente, la préemption ne pourra être exercée qu'au prix indiqué dans la notification faite par le Cédant. Si la Cession projetée ne consiste pas en une vente, le prix auquel la préemption pourra être exercée sera déterminé à dire d'expert. A ce titre, la notification effectuée par le conseil d'administration devra comporter une invitation des actionnaires concernés à faire connaître au conseil d'administration, dans le délai de 10 (dix) jours, l'identité de l'expert de leur choix. A défaut de réponse unanime, le conseil d'administration devra, dans les meilleurs délais, obtenir cette désignation d'expert par voie judiciaire.

4.5 Une fois le prix déterminé par l'expert, le conseil d'administration en assurera la notification aux actionnaires concernées. Ce prix s'imposera à eux, de sorte que les actionnaires concernés ne pourront se rétracter.

4.6 La Cession résultant de l'exercice du droit de préemption devra intervenir dans les 30 (trente) jours suivant la notification faite par le conseil d'administration au titre du second paragraphe de l'article 4.3 ci-dessus, ou, en cas d'expertise, dans les 30 (trente) jours suivant la notification faite par le conseil d'administration au titre de l'article 4.5 ci-dessus.

4.7 Si, la Cession résultant de l'exercice de la préemption n'était pas réalisée dans le délai visé à l'article 4.6 ci-dessus (et sauf le cas où la responsabilité en reviendrait au Cédant), le Cédant pourra, pour les actions non acquises, procéder à la Cession projetée dans les délais et conditions initialement notifiées au conseil d'administration, dans un délai de 60 (soixante) jours. La procédure prévue dans cet article 4 restera applicable à toute éventuelle cession d'actions future.

En cas de refus d'un actionnaire d'exercer en tout ou en partie de ce droit, le droit d'achat portant sur la partie d'actions pour lequel il n'y a pas eu exercice sera alors réparti automatiquement entre les autres actionnaires au prorata de leur détention dans le capital de la société.

Si les actions offertes à la même vente représentent 50% ou plus des droits de vote de la société, et ce qu'elles soient détenues par un seul actionnaire ou par plusieurs, le Droit de Préemption devra être exercé seulement pour les actions offertes au cours de la même vente.

Le Droit de Préemption ne sera pas applicable dans les situations suivantes:

- i. Les Actionnaires réorganisent leur détention au sein des membres de leur famille et/ou
- ii. Les Actionnaires transfèrent leur participation dans la société en faveur d'autres entités légales dans lesquelles les Actionnaires ont et maintiennent une influence identique que celle qu'ils ont au moment du transfert des actions.»

Insertion of a new article 4 as follows:

«4.1 Each shareholder wishing to carry out a Transfer of the whole or a part of its shares in the company (hereinafter the «Assignor») shall propose to the other company's shareholders to purchase the said shares.

Each of the other shareholders will have the Right of First Refusal by which they will have the right to purchase all or part of the shares offered by the Assignor. If the total of the requested shares exceeds the total of the shares offered by the Assignor, the right to purchase of each shareholders shall be reduced based on the shareholder's percentage of ownership in the company.

For the purpose of this article 4, «Transfer» means any sell, assign, transfer, grant a participation in, pledge or, generally, any other free or onerous disposal, if necessary universal (fusion, absorption, scission - for the incorporated shareholders).

4.2 The Assignor shall notify to the Board of Directors:

- the identity of the person for the benefit of whom he plans to carry out the Transfer;
- the number of shares concerning the planned Transfer;
- the exact nature of the planned Transfer;
- the price for share offered in the Transfer, if the planned transfer is a sell.

The above mentioned notification, that the Board of Director shall forward to the other shareholders, shall constitute, for the Assignor, a binding and irrevocable offer to sell the shares concerned in the Transfer.

4.3 The other shareholders shall have 30 (thirty) days from the receiving of the notification in order to notify to the Board of Directors their intention to exercise the Right of First Refusal.

The Board of Directors shall forward to the Assignor such notification, after the receiving of the last notification by the other shareholders.

4.4 If the planned Transfer is a sell, the Right of First Refusal shall be exercised only for the price notified by the Assignor. If the planned Transfer is not a sell, an expert shall determinate the price. At this purpose, the Board of Directors, while forwarding the notification by the Assignor as per article 4.3, second paragraph, shall invite all the concerned shareholders to communicate to the Board of Directors, between 10 (ten) days, the identity of the expert chosen. In the event that the identity of the expert will not be the same for all the concerned shareholders, the Board of Directors shall obtain judicially the appointment of the expert.

4.5 After the price has been determinated by the expert, the Board of Directors shall notify all the concerned shareholders. Such price shall be binding for all the concerned shareholders.

4.6 The Transfer following the exercise of the Right of First Refusal shall be completed between 30 (thirty) days from the receiving of the notification by the Board of Directors as per article 4.3, second paragraph, or, in case of expertise, between 30 (thirty) days from the receiving of the notification by the Board of Directors as per article 4.5.

4.7 If the Transfer following the exercise of the Right of First Refusal shall not be completed between the terms set above in article 4.6 (save in case of liability of the Assignor), the Assignor, for the shares not purchased, could proceed with the planned Transfer at the same terms and conditions originally notified to the Board of Directors, between 60 (sixty) days. Otherwise, the procedure set forth in this article 4 shall apply once again.

In the event that the shares offered on the same sale represent 50% or more of the voting power of the capital stock of the Company, even if held by more than one shareholder, the Right of First Refusal shall be exercised only for all the shares offered on the same sale.

This right of first refusal will not apply:

- (i) if Shareholders rearrange their shareholding in Company within their families and/or

(ii) if Shareholders transfer their shareholding in Company to another legal entity on which the same persons have and maintain the identical influence as they have before the transfer of the shares.»

2. Insertion d'un nouveau paragraphe à l'article 10 ayant la teneur suivante:

«Les décisions relevant de la compétence de l'Assemblée Générale des Actionnaires sont valablement prises à la majorité des 2/3 des actions représentatives du capital.»

Insertion of a new paragraph at the article 1 as follows:

«All decisions relevant to the Shareholders' General Meeting shall be taken by a majority vote of 2/3 of the shares representing the share capital.»

3. Suppression de la valeur nominale des actions.

Cancellation of the par value of the shares

4. Augmentation du capital à concurrence d'un montant de EUR 85.522,43 (quatre-vingt-cinq mille cinq cent vingt-deux euros et quarante-trois cents) pour porter le capital de son montant actuel de EUR 250.000,- (deux cent cinquante mille euros) à EUR 335.522,43 (trois cent trente-cinq mille cinq cent vingt-deux euros quarante-trois cents) sans création d'actions nouvelles par incorporation à due concurrence des résultats reportés au 31 décembre 2006.

Capital increase to the extent of EUR 85,522.43 (eighty-five thousand five hundred and twenty-two euro and forty-three cents) in order to raise it from its present amount of EUR 250,000.- (two hundred thousand euro) to EUR 335,522.43 (three hundred thirty-three thousand five hundred and twenty two euro and forty-three cents) without issuing new shares by incorporation of profits carried forward as at December 31, 2006 to the extent of its amount.

5. Augmentation du capital à concurrence d'un montant de EUR 378.477,57 (trois cent soixante-dix-huit mille quatre cent soixante-dix-sept euros et cinquante-sept cents) pour porter le capital de son montant actuel de 335.522,43 (trois cent trente-cinq mille cinq cent vingt-deux euros quarante-trois cents) à EUR 714.000,- (sept cent quatorze mille euros) sans création d'actions nouvelles.

Capital increase to the extent of EUR 378,477.57 (three hundred seventy-eight thousand four hundred seventy-seven euro and fifty-seven cents) in order to raise it from its present amount of EUR 335,522.43 (three hundred thirty-three thousand five hundred and twenty two euro and forty-three cents) to EUR 714,000.- (seven hundred fourteen thousand euro) without issuing of shares.

6. Libération par apport en espèces de EUR 378.477,57 (trois cent soixante-dix-huit mille quatre cent soixante-dix-sept euros et cinquante-sept cents) par les actionnaires existants au prorata de leur participation dans la société par augmentation du pair comptable.

Payment-in of the capital increase in cash of EUR 378,477.57 (three hundred seventy-eight thousand four hundred seventy-seven euro and fifty-seven cents) by the existing shareholders at the pro rata of their shareholding in the company by increase of the par value.

7. Remplacement des 2.500 actions sans mention de valeur nominale existantes par 7.140 actions d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune et attribution de ces actions aux actionnaires au prorata de leur détention dans le capital de la société.

Replacement of the 2,500 existing shares without par value by 7,140 shares with a par value of EUR 100.- (one hundred euro) each and attribution of the said shares to the shareholders on a pro rata basis of their shareholding in the company.

8. Pouvoir à conférer au Conseil d'Administration pour accomplir les modalités en rapport avec les résolutions qui précèdent.

Power to give to the Board of Directors in relation to the execution of the above resolutions.

9. Augmentation du capital à concurrence d'un montant de EUR 686.000,- (six cent quatre-vingt-six mille) pour porter le capital de son montant actuel EUR 714.000,- (sept cent quatorze mille euros) à EUR 1.400.000,- (un million quatre cent mille euros) et création de 6.860 (six mille huit cent soixante) actions nouvelles ayant les mêmes droits et restrictions que les actions existantes.

Capital increase to the extent of EUR 686,000.- (six hundred eighty-six thousand euro) in order to raise it from its present amount of EUR 714,000.- (seven hundred fourteen thousand euro) to EUR 1,400,000.- (one million four hundred thousand euro) by the creation and the issue of 6,860 shares (six thousand eight hundred and sixty) of EUR 100.- (one hundred euro) each, and having the same rights and restrictions than the existing shares.

10. Renonciation au droit préférentiel de souscription sur les 6.860 nouvelles actions par les actionnaires existants.

Waiver by the existing shareholders of their preferential subscription right in relation to the 6,860 new shares.

11. Souscription et libération des 6.860 actions nouvelles par apport en espèces de EUR 686.000,- (six cent quatre-vingt-six mille euros) par METAL INTERNATIONAL B.V., une société établie aux Pays-Bas et modification subséquente de l'article 3 des statuts.

Subscription and payment-in of the 6,860 new shares in cash for the amount of EUR 686,000.- (six hundred eighty-six thousand euro) by METAL INTERNATIONAL N. V. a company registered in the Netherlands and modification of the article 3 of the By-Laws accordingly.

12. Adoption de la langue anglaise pour les statuts.

Adoption of the English language for the By-Laws of the company

13. Divers.

Various.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide d'insérer un nouvel article 4 qui aura la teneur suivante:

Art. 4.

«4.1 Tout actionnaire désirant effectuer une Cession de l'ensemble ou partie des actions qu'il détient dans le capital de la société (ci-après désigné le «Cédant») ne pourra le faire qu'après avoir proposé de les vendre aux autres actionnaires.

Chacun des autres actionnaires aura un Droit de Prémption.

Ce droit consiste en la possibilité pour chacun des autres actionnaires de déclarer vouloir acquérir l'ensemble ou partie des actions de l'actionnaire désireux d'effectuer la Cession de sa participation dans la société. Si l'ensemble des demandes de prémption excède le total des actions offertes par le Cédant, la demande de chacun des actionnaires sera réduite au prorata de sa participation dans le capital de la société au jour de l'offre.

Pour les besoins du présent article 4, on entend par «Cession» la vente, l'échange, l'apport, la donation, la constitution d'usufruit ou d'un droit réel, la convention de mise en gage, et plus généralement toute transmission à titre gratuite ou onéreuse, le cas échéant universelle ou à titre universel (fusion, absorption, scission - pour les actionnaires personnes morales).

4.2 Le Cédant devra notifier au conseil d'administration:

- l'identité de la personne au profit de laquelle il envisage de procéder à la Cession;
- le nombre des actions dont la Cession est projetée;
- la nature exacte de la Cession projetée;
- le prix par action offerte à la Cession, si l'opération projetée consiste en une vente.

Cette notification, que le conseil d'administration transmettra dès réception à chacun des actionnaires, vaudra, à leur profit, offre irrévocable de vente des actions dont la Cession est envisagée.

4.3 Les autres actionnaires disposeront alors d'un délai de 30 (trente) jours à compter de la réception de la notification pour notifier au conseil d'administration leur intention, si elles décident de prémptioner.

Le conseil d'administration devra notifier au Cédant, dès réception de la dernière des notifications des autres actionnaires, les résultats de la mise en œuvre du droit de prémption.

4.4 Si la Cession projetée consiste en une vente, la prémption ne pourra être exercée qu'au prix indiqué dans la notification faite par le Cédant. Si la Cession projetée ne consiste pas en une vente, le prix auquel la prémption pourra être exercée sera déterminé à dire d'expert. A ce titre, la notification effectuée par le conseil d'administration devra comporter une invitation des actionnaires concernés à faire connaître au conseil d'administration, dans le délai de 10 (dix) jours, l'identité de l'expert de leur choix. A défaut de réponse unanime, le conseil d'administration devra, dans les meilleurs délais, obtenir cette désignation d'expert par voie judiciaire.

4.5 Une fois le prix déterminé par l'expert, le conseil d'administration en assurera la notification aux actionnaires concernées. Ce prix s'imposera à eux, de sorte que les actionnaires concernés ne pourront se rétracter.

4.6 La Cession résultant de l'exercice du droit de prémption devra intervenir dans les 30 (trente) jours suivant la notification faite par le conseil d'administration au titre du second paragraphe de l'article 4.3 ci-dessus, ou, en cas d'expertise, dans les 30 (trente) jours suivant la notification faite par le conseil d'administration au titre de l'article 4.5 ci-dessus.

4.7 Si, la Cession résultant de l'exercice de la prémption n'était pas réalisée dans le délai visé à l'article 4.6 ci-dessus (et sauf le cas où la responsabilité en reviendrait au Cédant), le Cédant pourra, pour les actions non acquises, procéder à la Cession projetée dans les délais et conditions initialement notifiées au conseil d'administration, dans un délai de 60 (soixante) jours. La procédure prévue dans cet article 4 restera applicable à toute éventuelle cession d'actions future.

En cas de refus d'un actionnaire d'exercer en tout ou en partie de ce droit, le droit d'achat portant sur la partie d'actions pour lequel il n'y a pas eu exercice sera alors réparti automatiquement entre les autres actionnaires au prorata de leur détention dans le capital de la société.

Si les actions offertes à la même vente représentent 50% ou plus des droits de vote de la société, et ce qu'elles soient détenues par un seul actionnaire ou par plusieurs, le Droit de Prémption devra être exercé seulement pour les actions offertes au cours de la même vente.

Le Droit de Prémption ne sera pas applicable dans les situations suivantes:

- i. Les Actionnaires réorganisent leur détention au sein des membres de leur famille et/ou
 - ii. Les Actionnaires transfèrent leur participation dans la société en faveur d'autres entités légales dans lesquelles les Actionnaires ont et maintiennent une influence identique que celle qu'ils ont au moment du transfert des actions.»
- Suite à cette insertion d'un nouvel article, la numérotation des articles subséquents est modifiée.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide d'insérer un nouveau paragraphe à l'article 10 qui aura la teneur suivante:

« **Art. 10.** Les décisions relevant de la compétence de l'assemblée générale des actionnaires sont valablement prises à la majorité des 2/3 des actions représentatives du capital.»

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de supprimer la valeur nominale des deux mille cinq cents (2.500) actions.

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social à concurrence d'un montant de EUR 85.522,43 (quatre-vingt-cinq mille cinq cent vingt-deux euros et quarante-trois cents) pour porter le capital de son montant actuel de EUR 250.000,- (deux cent cinquante mille euros) à EUR 335.522,43 (trois cent trente-cinq mille cinq cent vingt-deux euros quarante-trois cents) sans création d'actions nouvelles par incorporation à due concurrence des résultats reportés au 31 décembre 2006.

Cette augmentation de capital est libérée par incorporation à due concurrence de résultats reportés de la société, dont l'existence est prouvée au notaire soussigné par la production d'un bilan arrêté au 31 décembre 2006. Une copie de ce bilan restera annexée au présentes.

Les actionnaires déclarent que les résultats reportés figurant au bilan au 31 décembre 2006 existent toujours à la date de ce jour.

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social à concurrence d'un montant de EUR 378.477,57 (trois cent soixante-dix mille quatre cent soixante-dix-sept euros et cinquante-sept cents) pour porter le capital de son montant actuel de 335.522,43 (trois cent trente-cinq mille cinq cent vingt-deux euros quarante-trois cents) à EUR 714.000,- (sept cent quatorze mille euros) sans création d'actions nouvelles.

L'assemblée générale décide de libérer cette augmentation en espèces de EUR 378.477,57 (trois cent soixante-dix mille quatre cent soixante-dix-sept euros et cinquante-sept cents) par les actionnaires existants au prorata de leur participation dans la société par augmentation du pair comptable.

La preuve que le montant de EUR 378.477,57 (trois cent soixante-dix mille quatre cent soixante-dix-sept euros et cinquante-sept cents) libéré en numéraire est à la disposition de la Société a été apportée au notaire soussigné.

Sixième résolution

L'assemblée générale décide de fixer la valeur nominale par action à EUR 100,- (cent euros) et de remplacer les 2.500 actions sans mention de valeur nominale existantes par 7.140 actions d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune et d'attribuer ces actions aux actionnaires au prorata de leur détention dans le capital de la société.

L'assemblée générale décide de conférer le pouvoir au Conseil d'Administration pour accomplir les modalités en rapport avec les résolutions qui précèdent.

Septième résolution

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social à concurrence d'un montant de EUR 686.000,- (six cent quatre-vingt-six mille) pour porter le capital de son montant actuel EUR 714.000,- (sept cent quatorze mille euros) à EUR 1.400.000,- (un million quatre cent mille euros) et de créer 6.860 (six mille huit cent soixante) actions nouvelles ayant les mêmes droits et restrictions que les actions existantes.

Les actionnaires existants renoncent à leur droit de souscription préférentiel sur les 6.860 actions nouvelles.

Les 6.860 actions nouvellement émises d'une valeur nominale de EUR 100 (cent euros) sont entièrement souscrites par la société METAL INTERNATIONAL N.V., une société établie aux Pays-Bas, avec siège social à NL-5672 Nuenen, Driebladhof 12, représentée par Monsieur Christian Francois, prénommé, en vertu d'une procuration du 9 mai 2007.

La preuve que le montant de EUR 686.000,- (six cent quatre-vingt-six mille) libéré en numéraire est à la disposition de la Société a été rapportée au notaire soussigné.

Huitième résolution

Suite à ces différentes augmentations de capital dont les montants ont dépassés celui du capital autorisé, l'article 3 des statuts de la Société est modifié et aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 3.** Le capital social est fixé à EUR 1.400.000,- (un million quatre cent mille euros) représenté par 14.000 (quatorze mille) actions d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune.

Toutes les actions sont au porteur ou nominatives, au choix de l'actionnaire. De même, le conseil d'administration est autorisé à émettre des emprunts obligataires sous forme d'obligation au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêts, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société. La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les limites fixées par la loi.»

Neuvième résolution

L'assemblée générale décide d'adopter une traduction anglaise des statuts et décide que la version française des statuts prévaudra.

Title 1. Name, Registered office, Object, Duration, Corporate Capital

Art. 1. There is hereby organized a company in the form of a société anonyme, the name of which shall be ALUMINIUM EUROPE S.A.

Said company shall have its registered office in Luxembourg. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board.

In the event that the Board determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred, or are imminent, which might impair the normal activities of the Registered office or easy communication between such office and foreign countries, the Registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such temporary measures shall, however, have no effect on the nationality of the company which, notwithstanding such temporary transfer of the Registered office, still remains of Luxembourg nationality.

The company shall have an unlimited duration.

Art. 2. The purpose of the company is the acquisition of interests in any form whatsoever in other Luxembourg or foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or in any other manner of securities of any kinds or of any liquid funds, the management, supervision and development of these interests. The company may participate in the organization and development of any industrial or trading company and may grant its assistance to such company in the form of loans, guaranties or in any other way. The company may loan or borrow funds with or without interest, issue bonds and other acknowledgment of debts.

The company has also as purpose the acquisition, the management, the development by renting out or by any other means and, if applicable, the sale of real estate of any kind, in the Grand-Duchy of Luxembourg and abroad.

The company may carry out all transactions relating to movable assets or real estate or those being of a financial, industrial, commercial or civil nature, which are directly or indirectly linked to its corporate purpose.

It may achieve its purpose either directly or indirectly, by acting in its own name or for account of a third party, alone or in co-operation with others and carry out any operation which promotes its corporate purpose or the purpose of the companies in which it holds interests.

Generally the company may take any control or supervision measures and carry out any operation which is regarded useful for the achievement of its purpose and its goals.

Art. 3. The corporate capital is fixed at EUR 1,400,000.- (one million four hundred thousand euro) represented by 14,000 (fourteen thousand) shares of EUR 100.- (one hundred euro) each.

The shares shall be in bearer form or in registered form at the shareholder's request.

Moreover, the Board of Directors is authorised to issue ordinary bonds, in registered or bearer form, with any denomination and payable in any currencies.

The Board of Directors shall determine the nature, the price, the interest rate, the conditions of issue and reimbursement and any other conditions which may be related to such bond issue.

A ledger of the registered bondholders will be held at the registered office of the company.

The company may redeem its shares within the limits fixed by law.

Art. 4.

4.1 Each shareholder wishing to carry out a Transfer of the whole or a part of its shares in the company (hereinafter the «Assignor») shall propose to the other company's shareholders to purchase the said shares.

Each of the other shareholders will have the Right of First Refusal by which they will have the right to purchase all or part of the shares offered by the Assignor.

If the total of the requested shares exceeds the total of the shares offered by the Assignor, the right to purchase of each shareholders shall be reduced based on the shareholder's percentage of ownership in the company.

For the purpose of this article 4, «Transfer» means any sell, assign, transfer, grant a participation in, pledge or, generally, any other free or onerous disposal, if necessary universal (fusion, absorption, scission - for the incorporated shareholders).

4.2 The Assignor shall notify to the Board of Directors:

- the identity of the person for the benefit of whom he plans to carry out the Transfer;
- the number of shares concerning the planned Transfer;
- the exact nature of the planned Transfer;
- the price for share offered in the Transfer, if the planned transfer is a sale.

The above mentioned notification, that the Board of Director shall forward to the other shareholders, shall constitute, for the Assignor, a binding and irrevocable offer to sell the shares concerned in the Transfer.

4.3 The other shareholders shall have 30 (thirty) days from the receiving of the notification in order to notify to the Board of Directors their intention to exercise the Right of First Refusal.

The Board of Directors shall forward to the Assignor such notification, after the receiving of the last notification by the other shareholders.

4.4 If the planned Transfer is a sell, the Right of First Refusal shall be exercised only for the price notified by the Assignor. If the planned Transfer is not a sell, an expert shall determinate the price. At this purpose, the Board of Directors, while forwarding the notification by the Assignor as per article 4.3, second paragraph, shall invite all the concerned shareholders to communicate to the Board of Directors, between 10 (ten) days, the identity of the expert chosen. In the event that the identity of the expert will not be the same for all the concerned shareholders, the Board of Directors shall obtain judicially the appointment of the expert.

4.5 After the price has been determinated by the expert, the Board of Directors shall notify all the concerned shareholders. Such price shall be binding for all the concerned shareholders.

4.6 The Transfer following the exercise of the Right of First Refusal shall be completed between 30 (thirty) days from the receiving of the notification by the Board of Directors as per article 4.3, second paragraph, or, in case of expertise, between 30 (thirty) days from the receiving of the notification by the Board of Directors as per article 4.5.

4.7 If the Transfer following the exercise of the Right of First Refusal shall not be completed between the terms set above in article 4.6 (save in case of liability of the Assignor), the Assignor, for the shares not purchased, could proceed with the planned Transfer at the same terms and conditions originally notified to the Board of Directors, between 60 (sixty) days. Otherwise, the procedure set forth in this article 4 shall apply once again.

In the event that the shares offered on the same sale represent 50% or more of the voting power of the capital stock of the Company, even if held by more than one shareholder, the Right of First Refusal shall be exercised only for all the shares offered on the same sale.

This right of first refusal will not apply:

- (i) if Shareholders rearrange their shareholding in Company within their families and/or
- (ii) if Shareholders transfer their shareholding in Company to another legal entity on which the same persons have and maintain the identical influence as they have before the transfer of the shares.»

Title 2. Management and Supervision

Art. 5. The company shall be managed by a Board of Directors composed of at least three members who need not be shareholders of the company. Their term of office shall be maximum 6 years. The directors shall be re-eligible.

Art. 6. With the exception of the acts reserved to the general meeting of shareholders by law or by the Art.s of Incorporation, the Board of Directors may perform all acts necessary or useful to the achievement of the purposes of the company. The Board of Directors may not deliberate or act validly unless a majority of its members are present or represented, a proxy between directors, which may be given by letter, telex or telefax, being permitted.

In case of emergency, the directors may cast their vote by letter, telex or telefax. Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effects as resolutions adopted at the directors' meetings.

Resolutions of the Board of Directors shall be adopted by majority vote.

Art. 7. The Board of Directors may delegate all or part of its power relating to the daily management and representation of the company in relation with this management to a director, officer, manager or other agents, being a shareholder or not.

The delegation to a member of the Board of Directors is submitted to the prior authorization of the general meeting

The company shall be bound by the sole signature of the Board of Director's delegate or by the collective signature of two directors.

Art. 8. Legal action, as claimant as well as defendant, will be taken in the name of the company by the Board of Directors represented by its chairman or its managing director.

Art. 9. The Board of Directors may decide to pay interim dividends within the limits and conditions fixed by law.

Art. 10. The supervision of the company shall be entrusted to one or more auditors, who are appointed for a term not exceeding six years. They shall be re-eligible. Title 3: General Meeting and distribution of profits

Art. 11. The general meeting of the company properly constituted represents the entire body of the shareholders. It has the broadest powers to perform or ratify all acts which concern the company.

Convening notices of all general meetings shall be made in compliance with the legal provisions. If all the shareholders are present or represented and if they declare that they have had knowledge of the agenda submitted to their consideration, the general meeting may take place without previous convening notices.

The general meeting shall determine the allocation or distribution of the net profits.

All decisions relevant to the shareholders' general meeting shall be taken by a majority vote of 2/3 of the shares representing the share capital.

Art. 12. The annual meeting of shareholders shall be held on the first Monday of June at 10.00 in Luxembourg at the registered office or at any other location designated in the convening notices. If said day is a public holiday, the meeting will be held the next following business day.

Art. 13. By a decision of the extraordinary general meeting of the shareholders, all or part of the net profit and the distributable reserves may be assigned to redemption of the stock capital by way of reimbursement at par of all or part of the shares which have to be determined by lot, without reduction of capital. The reimbursed shares are cancelled and replaced by bonus shares which have the same rights as the cancelled shares, with the exception of the right of reimbursement of the assets brought in and of the right to participate at the distribution of a first dividend allocated to non-redeemed shares.

Title 4. Accounting year, Dissolution

Art. 14. The accounting year shall begin on January 1st and end on December 31st of each year.

Art. 15. The company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum as for the amendment of the articles of incorporation.

Title 5. General Provisions

Art. 16. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de cette assemblée générale extraordinaire est estimé à environ seize mille euros (EUR 16.000,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. François, B. Bartolovic, A. Maggipinto, J. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 24 mai 2007, LAC/2007/9726. — Reçu 10.644,78 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juin 2007.

J. Baden.

Référence de publication: 2007097005/7241/437.

(070108842) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2007.

NDM Architectura S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 179, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 110.873.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} août 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007096822/680/12.

Enregistré à Luxembourg, le 10 août 2007, réf. LSO-CH03336. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070108638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2007.

NTP Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 55-57, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 130.497.

STATUTS

L'an deux mille sept, le trente juillet.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

Ont comparu:

1.- Monsieur Nico Hansen, employé privé, demeurant professionnellement à L-2311 Luxembourg 55-57, avenue Pasteur.

2.- La société anonyme TRAXIMA INTERNATIONAL S.A., avec siège social à L-2311 Luxembourg, 55-57, avenue Pasteur,

ici dûment représentée par son administrateur-délégué Monsieur Nico Hansen, préqualifié.

Lequel comparant, ès qualités qu'il agit, a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme à constituer par les présentes.

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente une société anonyme sous la dénomination NTP REAL ESTATE S.A.

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La société a pour objet l'achat et la vente de biens immobiliers, ainsi que la gestion de patrimoine immobilier.

La société a pour objet toutes activités commerciales, en accord avec les dispositions de la loi du 9 juillet 2004, modifiant la loi modifiée du 28 décembre 1988 concernant le droit d'établissement et réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales.

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles la société détient un intérêt, tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières, nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), représenté par mille (1.000) actions d'une valeur nominale de trente et un euros (31,- EUR) chacune.

Art. 6. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société pourra procéder au rachat de ses actions au moyen de ses réserves disponibles et en respectant les dispositions de l'article 49-2 de la loi de 1915.

Art. 7. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 8. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la loi de 1915 le conseil d'administration est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

Le conseil d'administration élira en son sein un président.

Il se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les réunions du conseil d'administration; en son absence le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à la réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces réunions.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télécopieur ou courrier électronique, étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télécopieur ou courrier électronique.

Les réunions du conseil d'administration pourront se tenir également par conférence téléphonique ou par vidéoconférence.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

Il peut leur confier tout ou partie de l'administration courante de la société, de la direction technique ou commerciale de celle-ci.

La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La société se trouve engagée par la signature individuelle de l'administrateur-délégué, ayant toute capacité pour exercer les activités décrites dans l'objet social ci-avant, conformément aux critères retenus par le Ministère luxembourgeois des Classes Moyennes, ou par la signature conjointe de l'administrateur-délégué et d'un autre administrateur de la société.

Art. 9. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 10. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 11. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le 3^{ème} vendredi du mois de mai à 17 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 12. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que, pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix, sauf les restrictions imposées par la loi.

Art. 13. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Art. 14. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2007.

2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2008.

3) La première personne à qui sera déléguée la gestion journalière peut être nommée par lors des résolutions prises par la première assemblée générale des actionnaires, désignant le premier conseil d'administration.

Souscription et Libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les actions ont été souscrites de la manière suivante:

1.- Monsieur Nico Hansen, demeurant professionnellement à L-2311 Luxembourg, 55-57, avenue Pasteur, cinq cents actions	500
2.- La société anonyme TRAXIMA INTERNATIONAL S.A., avec siège social à L-2311 Luxembourg, 55-57, avenue Pasteur, cinq cents actions	500
Total: mille actions	1.000

Toutes les actions ont été entièrement libérées en numéraire de sorte que la somme de trente et un mille euros (31.000,- EUR) est à la disposition de la société ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élève approximativement à la somme de mille quatre cents euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois, et celui des commissaires aux comptes à un.

2.- Sont appelés aux fonctions d'administrateur:

a) Monsieur Nico Hansen, employé privé, né à Differdange, le 31 mars 1969, demeurant professionnellement à L-2311 Luxembourg 55-57, avenue Pasteur,

b) Monsieur Pascal Soffiaturro, gérant de société, né à Esch-sur-Alzette, le 2 août 1973, demeurant à L-8010 Strassen, 234, route d'Arlon;

c) Monsieur Alain Bartholmé, employé privé, né à Ettelbruck, le 25 août 1972, demeurant à L- 9188 Vichten, 2B, rue du Schandel.

3.- Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes: la société à responsabilité limitée MGI FISOGEST S.à r.l, ayant son siège social à L-2311 Luxembourg, 55-57, avenue Pasteur, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 20.114.

4.- Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2012

5.- Le siège social est établi à L-2311 Luxembourg, 55-57, avenue Pasteur.

6.- Faisant usage de la faculté offerte par le point 3) des dispositions transitoires, l'assemblée nomme en qualité de premier administrateur-délégué de la société Monsieur Nico Hansen, préqualifiée, lequel pourra valablement engager la société en toutes circonstances par sa seule signature.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: N. Hansen, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 6 août 2007, Relation GRE/2007/3475. — Reçu 310 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 7 août 2007.

J. Seckler.

Référence de publication: 2007097025/231/145.

(070108703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2007.

**Gercomm 2, Société Anonyme,
(anc. Gercomm 2 S.à r.l.).**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 115.962.

In the year two thousand and seven on the twenty-sixth day of June.

Before Maître Henri Hellinckx, notary public residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of GERCOMM 2, a Luxembourg société à responsabilité limitée (private limited liability company), having its registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 29,100.- (twenty-nine thousand one hundred euros), incorporated pursuant to a deed of M^e Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, in replacement of M^e Henri Hellinckx, notary then residing in Mersch, on April 2006, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C number 1326 of July 10, 2006 and registered with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés (Trade and Companies Register) under number B 115.962 (the «Company»). The articles of incorporation have been modified by a deed of the undersigned notary, on this day.

There appeared:

- CUSTOM HOUSE CAPITAL LIMITED, a company duly incorporated and validly existing under the laws of the Republic of Ireland, having its registered office at 9, Merrion Square, Dublin 2, Ireland, registered with the Companies Registration Office under number 269794;

- John Mulholland, residing professionally at 9, Merrion Square, Dublin 2, Ireland;

Here both represented by Annick Braquet, jurist, residing professionally at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of proxies given under private seal.

The said proxies, initialled ne varietur shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Shareholders have requested the undersigned notary to record the following:

1. Transformation of the Company into a société anonyme (public company limited by shares);
2. Increase of the share capital of the Company by an amount of EUR 1,345,600.- (one million three hundred forty-five thousand six hundred euros) so as to raise it from its current amount of EUR 29,100.- (twenty-nine thousand one hundred euros) to EUR 1,374,700.- (one million three hundred seventy-four thousand seven hundred euros) by the issue of 53,824 (fifty-three thousand eight hundred twenty-four) new shares of the Company with a nominal value of EUR 25.- (twenty-five euros) each;
3. Subscription, intervention and payment of the 53,824 new shares with a nominal value of EUR 25.- (twenty-five euros) each, by contribution in cash;
4. Consolidation of the articles of association of the Company in their entirety in order to adapt them to the new form of the Company and to reflect the increase of the share capital of the Company;
5. Appointment of the Type A and Type B directors of the Company;
6. Appointment of Paul Lavery as statutory auditor of the Company;
7. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the shareholders, the following resolutions have been taken:

First resolution

It is resolved to transform the Company into a société anonyme (public company limited by shares), the conditions under Luxembourg law to transform a société à responsabilité limitée (private limited liability company) into a société anonyme (public company limited by shares) being fulfilled, pursuant to notably a special report established by MAZARDS S.A., a company having its address at 10A, rue Henri M. Schnadt L-2530 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, réviseurs d'entreprises. This report shall remain annexed to the present deed.

It is noted that this transformation, duly made in accordance with article 3 of the law of August 10, 1915 concerning commercial companies, will not give place to a new legal entity, the société anonyme (public company limited by shares) being the continuation of the société à responsabilité limitée (private limited liability company) such as it existed until this moment without no change in the assets and in the liabilities of the Company.

Second resolution

It is resolved to increase the share capital of the Company by an amount of EUR 1,345,600.- (one million three hundred forty-five thousand six hundred euros) so as to raise it from its current amount of EUR 29,100.- (twenty-nine thousand one hundred euros) to EUR 1,374,700.- (one million three hundred seventy-four thousand seven hundred euros) by the issue of 53,824 (fifty-three thousand eight hundred twenty-four) new shares of the Company with a nominal value of EUR 25.- (twenty-five euros) each, fully paid up by a contribution in cash.

Third resolution

It is resolved to accept the subscription to the increase of capital of EUR 1,345,600.- (one million three hundred forty-five thousand six hundred euros) by contribution in cash.

The list of subscribers and the number of shares subscribed by them was submitted to the notary. The said list, signed *ne varietur* by the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Evidence of transfer to the Company of such contributions was given to the undersigned notary by producing a blocked funds certificate issued by FORTIS BANK on June 26, 2007.

Fourth resolution

As a consequence of the foregoing resolutions and the contribution having been fully carried out, it is resolved to consolidate the articles of association of the Company (the «Articles») in their entirety in order to reflect the new form of the Company and the increase of the share capital, and which shall now read as follows:

«Title I - Form - Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Form. There is hereby formed a société anonyme (public company limited by shares) governed by the laws pertaining to such an entity, especially the law of August 10, 1915 concerning commercial companies, as amended from time to time (the «Law»), as well as by the present Articles (the «Company»).

Art. 2. Name. The Company's name is GERCOMM 2.

Art. 3. Purpose. The Company's purpose is to enter into, assist or participate in any financial, commercial and other transactions, and grant to any company or entity associated in any way with the Company, in which the Company has a direct or indirect financial or other interest, any assistance, loan, advance or guarantee, as well as borrow and raise money in any manner and secure the repayment of any money borrowed.

The Company may also hold any interest in whatever form in any real estate in Luxembourg or abroad by direct or indirect means, to acquire and sell real estate properties either in Luxembourg or abroad as well as to perform all operations relating to real estate properties, including to invest, acquire and take directly or indirectly any participations and interests, in any form whatsoever, in any kind of Luxembourg or foreign companies or entities and to acquire through participations, contributions, purchases, options or in any other way any securities, rights, interests, patents and licenses or other property as the Company shall deem fit, and generally to hold, manage, develop, encumber, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit.

The Company will not itself carry on directly any industrial activity nor maintain a commercial establishment opened to the public.

Finally the Company may take any action and perform any operation which is, directly or indirectly, related to its purpose in order to facilitate the accomplishment of such purpose.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

Art. 5. Registered Office. The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place within the city of Luxembourg by means of a resolution of the board of directors in accordance with these Articles.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of an extraordinary general meeting of the shareholders taken in the manner provided for amendments of the Articles.

The Company may have branches and offices, both in Luxembourg or abroad.

Title II - Capital - Shares

Art. 6. Capital. The Company's share capital is set at EUR 1,374,700.- (one million three hundred seventy-four thousand seven hundred euros) divided into 54,988 (fifty-four thousand nine hundred eighty-eight) shares with a nominal value of EUR 25.- (twenty-five euros) each, fully paid-up.

The Company's authorized capital is set at EUR 5,000,000.- (five millions euros) which shall be represented by 200,000 (two hundred thousand) shares with a nominal value of EUR 25.- (twenty-five euros) each.

All the shares are in bearer or nominative form. A register of shareholder shall be kept by the Company and shall mention the name and the address of each shareholder as notified by it, the number of the shares it holds and, as the case may be and the date of any transfer.

The share capital and the authorized share capital, as the case may be, may be increased or reduced from time to time by means of a resolution of the extraordinary general meeting of the shareholders taken in the manner provided for an amendment of the Articles.

Furthermore, in accordance with article 32 of the Law, the board of directors is authorized for a period of five years as of the date of publication of these Articles, without prejudice of renewal to increase from time to time the share capital within the limits of the authorized capital and to amend the Articles to reflect such increase. The board of directors shall have the broadest powers to determine the conditions and modalities of issuance, subscription and payment of the new shares, which could be issued in particular with or without share premium and paid up by contribution in kind or cash,

or in any other way to be determined by the board of directors. The board of directors is specifically authorized to proceed to such issues without reserving for the existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares to be issued.

The board of directors may delegate to any director or any other duly authorized person, the power of acknowledging the contribution and receiving payment for the shares representing all or part of the increase of capital within the authorized capital.

Art. 7. Voting Rights. Each share is entitled to an identical voting right and each shareholder has voting rights commensurate to such shareholder's ownership of shares.

Art. 8. Indivisibility of shares. Towards the Company, the shares are indivisible and the Company will recognize only one owner per share.

Art. 9. Transfer and redemption of shares. The Company's shares are freely transferable and are redeemable under the conditions laid down by the Law, in particular by article 49-8 of the Law.

The Company shall be able to redeem its own shares, in the framework of a decrease of its subscribed capital by cancellation of the redeemed shares, under the following terms and conditions:

- The redemption price shall be set by reference to the nominal value of each redeemed share, or if higher within the total amount of any distributable sums in accordance with the entitlement of the redeemed shares as provided for by the Articles. Where the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that sufficient distributable sums are available as regards the excess purchase price;
- The redemption shall be carried out by a resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by a resolution taken by at least two-thirds of the votes of the shareholders present or represented who voted and did not abstain or which vote is not null;
- The redeemed shares shall be cancelled following the decrease of the capital.

Title III - Management

Art. 10. Appointment of the directors. The Company is managed by a board of directors composed of at least three members divided into two types named Type A directors and Type B directors.

Where the Company has a sole shareholder, it may be managed by a sole director having the powers of the board of directors.

No director need be a shareholder of the Company. The directors shall be appointed for a maximum of a six years renewable period by resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders by a resolution of the general meeting of shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company. The remuneration, if any, of the directors shall be determined in the same manner.

However, in case of vacancy in the office of director, the remaining directors may by way of cooptation elect another director to fill the vacancy until the next shareholders' meeting in accordance with the Law.

A director may be removed, with or without cause, at any time by resolution of the general meeting of shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company.

Art. 11. Powers of the directors. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's purpose. All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, to the general meeting of shareholders, fall within the competence of the board of directors.

The Company shall be bound by the sole signature of its sole director, or in case of plurality of directors, by the sole signature of any Type A director or the joint signature of a Type A director and a Type B director.

The board of directors may from time to time delegate its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents who need not be shareholder(s) or director(s) of the Company. The board of directors will determine the powers and remuneration (if any) of the agent, and the duration of its representation as well as any other relevant condition.

The day-to-day management of the business of the Company and the power to represent the Company with respect thereto may be delegated to one or more directors, officers, and/or agents, who need not be shareholders of the Company.

Art. 12. Board of directors. The board elects among its members a chairman who shall preside at all meetings of the board of directors. In case of absence of the chairman, the board of directors shall be chaired by a director present and appointed for that purpose.

The board of directors may also appoint a secretary who need not be director or shareholder of the Company and who shall be responsible for keeping the minutes of the board meetings.

The board of directors shall meet when convened by the chairman or by request of two directors.

Notice stating the business to be discussed, the time and the place, shall be given to all directors at least 24 hours in advance of the time set for such meeting, except when waived by the consent of each director, or where all the directors are present or represented.

Any director may act at any meeting by appointing in writing or by any other suitable telecommunication means another director as his proxy. A director may represent more than one director.

Any and all directors may participate to a meeting by phone, videoconference, or any suitable telecommunication means allowing all directors participating in the meeting to hear each other at the same time. Such participation is deemed equivalent to a participation in person.

A meeting of the board of directors is duly constituted for all purposes if at the commencement of the meeting there are present in person or by alternate not less than one-half of the total number of directors including at least one Type B manager.

Decisions of the board of directors are validly taken by a resolution approved at a duly constituted meeting of directors of the Company by the affirmative vote of not less than one-half of the directors present and represented who voted and did not abstain.

In the event of a tied vote, the chairman will have a casting vote.

Deliberations of the board of directors shall be recorded in minutes signed by the chairman or by two directors. Copies or extracts of such minutes shall be signed by the chairman or by two directors.

Art. 13. Liability of the directors. No director assumes any personal liability in relation with any commitment validly made by him in the name of the Company in accordance with these Articles, by reason of his function as a director of the Company.

Title IV - Shareholder meetings

Art. 14. Sole shareholder. A sole shareholder assumes all powers devolved to the general meeting of shareholders in accordance with the Law.

The contracts concluded between the sole shareholder and the Company have to be recorded on minutes or drawn-up in writing.

Art. 15. General meetings. General meetings of shareholders may be convened by the board of directors, failing which by shareholders representing more than 10 percent (10%) of the share capital of the Company.

In absence of bearer shares, written notices convening a general meeting and setting forth the agenda shall be sent to each shareholder at least 8 (eight) days before the meeting, specifying the time and place of the meeting.

If all the shareholders are present or represented at the general meeting, and state that they have been duly informed on the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice.

Any shareholder may be represented and act at any general meeting by appointing in writing another person to act as such shareholder's proxy, which person needs not be shareholder of the Company.

Resolutions of the ordinary general meetings of shareholders are validly taken when adopted by the affirmative vote of the majority of the shareholders present or represented.

The extraordinary general meeting of shareholders validly decides where more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company is represented. If the quorum is not reached at a first meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second meeting.

Resolutions will be validly taken at this second meeting regardless of the portion of share capital represented.

However, resolutions to amend the Articles shall only be adopted by a resolution taken by at least two-thirds of the votes of the shareholders present or represented who voted and did not abstain or which vote is not null.

A general shareholders' meeting convened in order to approve the last closed financial accounts of the Company shall be held annually in Luxembourg at the registered office of the Company on the third Friday of May at 3:00 p.m. or on the following business day if such day is a public holiday.

Minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the chairman, or if applicable by his substitute, and the scrutineer(s) of the meeting and the shareholders who request to do so.

Title V - Financial year - Balance sheet - Profits - Audit

Art. 16. Financial year. The financial year of the Company starts on December 1 and ends on November 30, with the exception of the first financial year that shall start today and end on November 30, 2007.

Art. 17. Annual accounts. Each year, as at the end of the financial year, the board of directors shall draw up a balance sheet and a profit and loss account and their annex in accordance with the Law. The annual accounts will then be submitted to the annual general shareholders' meeting within six months of the closing of the financial year.

Fifteen days before the annual general meeting of shareholders, each shareholder may inspect at the Company's registered office, the balance sheet and the profit and loss account as well as the documentation mentioned under article 73 of the Law.

Art. 18. Profits. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions, such as approved by the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by the general meeting of the shareholders, represents the net profit of the Company.

Each year, five percent (5%) of the net profit shall be allocated to the legal reserve account of the Company. This allocation ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to one tenth of the share capital, but must be resumed at any time when it has been broken into.

The remaining profit shall be allocated by the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by resolution of the majority of shareholders present or represented, resolving to distribute it proportionally to the shares they hold, to carry it forward, or to transfer it to a distributable reserve.

Art. 19. Interim dividends. Notwithstanding the above provision, the board of directors may decide, in accordance with article 72-2 of the Law and subject to the conditions laid down by the Law, to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a statement of accounts prepared by the board of directors, and showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve established in accordance with the Law or the Articles.

Art. 20. Audit. The supervision of the Company shall be entrusted to one or more statutory auditors (commissaire (s) aux comptes) who need not to be shareholder, and will serve until the holding of the annual general meeting of the shareholders of the Company to be held at the registered office of the Company that will approve the annual accounts of the year 2012. However his/their appointment can be renewed by the general meeting of shareholders.

Where the thresholds of article 35 of the law of December 19, 2002 concerning the Trade and Companies Register as well as the accounting and the annual accounts of the undertakings are met, the Company shall have its annual accounts audited by one or more qualified auditors (réviseurs d'entreprises) appointed by the sole shareholder or, in case of plurality of shareholders, by the general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may however appoint a qualified auditor at any time.

The supervision of the Company has not to be entrusted to one or more statutory auditors if qualified auditor(s) are appointed.

Title VI - Dissolution - Liquidation

Art. 21. Dissolution. The dissolution of the Company shall be resolved by the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by the general meeting of shareholders by a resolution taken by a vote of the shareholders, representing at least two thirds of the share capital. The Company shall not be dissolved by the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of any shareholder.

Art. 22. Liquidation. The liquidation of the Company will be carried out by one or more liquidators appointed by a resolution of an extraordinary general meeting of the shareholders taken in the manner provided for amendments of the Articles, which shall determine his/their powers and remuneration. At the time of closing of the liquidation, the assets of the Company will be allocated to the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, to the shareholders proportionally to the shares they hold.»

Fifth resolution

It is resolved to appoint:

- John D. Mulholland, born on 13 December 1950 in Newtownards, Co Down, Ireland, residing in Dublin, Ireland; and
- Harry Cassidy, born on 5 July 1956 in Newcastle Upon Tyne, United-Kingdom, residing in Dublin, Ireland;

as type A directors of the company and to set the duration of their mandate until the holding of the annual general meeting of the shareholders of the Company to be held at the registered office of the Company on the third Friday of May, 2012.

- Marc Torbick, born on 24 February 1977 in Thionville, France, residing professionally in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

as type B director of the company and to set the duration of its mandate until the holding of the annual general meeting of the shareholders of the Company to be held at the registered office of the Company on the third Friday of May, 2012.

Sixth resolution

It is resolved to appoint Paul Lavery, born on 4 December 1976, in Monaghan Town, Co MONAGHAN, Ireland, residing professionally at 9 Merrion Square, Dublin 2, Ireland, as statutory auditor of the Company and to set the duration of its mandate until the holding of the annual general meeting of the shareholders of the Company to be held at the registered office of the Company on the third Friday of May, 2012.

There being no further business, the meeting is closed.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately EUR 16,300.-

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, it signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille sept le vingt-six juin.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée luxembourgeoise GERCOMM 2, ayant son siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de 29.100,- EUR (vingt-neuf mille cent euros), constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, en remplacement de Maître Henri Hellinckx, notaire alors de résidence à Mersch, le 21 avril 2006, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1326 du 10 juillet 2006 et immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 115.962 (la «Société»). Les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date de ce jour.

Ont comparu:

- CUSTOM HOUSE CAPITAL LIMITED, une société de droit de la République d'Irlande, ayant son siège social au 9 Merrion Square, Dublin 2, Irlande, immatriculée auprès du Registre des Sociétés sous le numéro 269794;

- John Mulholland, demeurant professionnellement au 9 Merrion Square, Dublin 2, Irlande,

Tous deux ici représentés par Annick Braquet, juriste, demeurant professionnellement au Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu de procurations données sous seing privé.

Lesdites procurations après avoir été signées ne varietur resteront annexées au présent acte aux fins d'enregistrement.

Les associés ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

1. Transformation de la Société en une société anonyme;

2. Augmentation du capital social de la Société à concurrence d'un montant de 1.345.600,- EUR (un million trois cent quarante-cinq mille six cents euros) pour le porter de son montant actuel de 29.100,- EUR (vingt-neuf mille cent euros) à 1.374.700,- EUR (un million trois cent soixante-quatorze mille sept cents euros) par l'émission de 53.824 (cinquante-trois mille huit cent vingt-quatre) nouvelles actions de la Société d'une valeur nominale de 25,- EUR (vingt-cinq euros) chacune;

3. Souscription, intervention et émission de 53.824 nouvelles actions de la Société d'une valeur nominale de 25,- EUR (vingt-cinq euros) chacune, par apport en numéraire;

4. Refonte des statuts de la Société en entier pour les adapter à la nouvelle forme sociale de la Société et afin de refléter l'augmentation de capital de la Société;

5. Nomination des administrateurs de Type A et de Type B de la Société;

6. Nomination de Paul Lavery en tant que commissaires aux comptes de la Société;

7. Divers.

Après que l'agenda ait été approuvé par les associés, les résolutions suivantes ont été prises:

Première résolution

Il est décidé de transformer la Société en société anonyme, les conditions requises par le droit luxembourgeois en vue de transformer une société à responsabilité limitée en société anonyme étant remplies, conformément à un rapport de réviseurs d'entreprises établi par la société MAZARS S.A., ayant son siège social au 10 A, rue Henri M. Schnadt L-2530 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en qualité de réviseurs d'entreprises. Ce rapport sera annexé à l'acte.

Il convient de noter que cette transformation, faite conformément à l'article 3 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, ne donne pas lieu à la création d'une nouvelle entité, la société anonyme n'étant que la continuation de la société à responsabilité limitée déjà existante sans modification dans la composition des biens actifs et passifs de la Société.

Deuxième résolution

Il est décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 1.345.600,- EUR (un million trois cent quarante-cinq mille six cents euros) pour le porter de son montant actuel de 29.100,- EUR (vingt-neuf mille cent euros) à 1.374.700,- EUR (un million trois cent soixante-quatorze mille sept cents euros) par l'émission de 53.824 (cinquante-trois mille huit cent vingt-quatre) nouvelles actions de la Société d'une valeur nominale de 25,- EUR (vingt-cinq euros) chacune, entièrement libérées par un apport en numéraire.

Troisième résolution

Il est décidé d'accepter la souscription à l'augmentation de capital de 1.345.600,- EUR (un million trois cent quarante-cinq mille six cents euros) par apport en numéraire.

La liste des souscripteurs et le nombre d'actions souscrites par chacun d'eux a été soumise au notaire. Ladite liste restera, après avoir été signée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

La preuve du transfert des apports faits à la Société a été donnée au notaire instrumentant par la production d'un certificat de blocage des fonds de la FORTIS BANQUE en date du 26 juin 2007.

Quatrième résolution

En conséquence des résolutions qui précèdent et l'apport ayant été pleinement effectué, il est décidé de refondre les statuts de la société (les «Statuts») en leur entier afin de les adapter à la nouvelle forme sociale de la société et afin de refléter l'augmentation de capital de la Société comme suit:

«Titre I^{er} - Forme- Dénomination - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé par les présentes une société anonyme régie par le droit applicable à ce type de sociétés et plus particulièrement par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents Statuts (la «Société»).

Art. 2. Dénomination. La dénomination de la Société est GERCOMM 2.

Art. 3. Objet. L'objet de la Société est de prendre part, assister ou participer à toutes transactions y compris financières ou commerciales, accorder à toute société ou entité associée d'une façon quelconque avec la Société et dans laquelle elle a un intérêt financier direct ou indirect ou tout autre intérêt, tout concours, prêt, avance, sûreté ou garantie, ainsi qu'emprunter ou lever des fonds de quelque manière que ce soit et garantir le remboursement de toute somme empruntée.

La Société peut également détenir des intérêts de quelque forme que ce soit dans tout bien immobilier sis à Luxembourg ou à l'étranger de manière directe ou indirecte, d'acquérir et de vendre des biens immobiliers sis à Luxembourg ou à l'étranger, ainsi que de réaliser toute opération liée à des biens immobiliers, y compris d'investir, d'acquérir, et de prendre directement ou indirectement des participations et intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans toutes formes de sociétés ou entités, luxembourgeoises ou étrangères et d'acquérir par des participations, des apports, achats, options ou de toute autre manière, tous titres, sûretés, droits, intérêts, brevets et licences ou tout autre titre de propriété que la Société juge opportun, et plus généralement de les détenir, gérer, développer, grever vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société juge appropriées.

La Société n'exercera pas directement d'activité industrielle et ne tiendra pas d'établissement commercial ouvert au public.

Enfin la Société pourra prendre toute action et mener toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet afin d'en faciliter l'accomplissement.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 5. Siège. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il pourra être transféré en tout autre lieu de la commune de Luxembourg par décision du conseil d'administration conformément aux Statuts.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'assemblée extraordinaire des actionnaires délibérant comme en matière de modification des Statuts.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales, au Luxembourg ou à l'étranger.

Titre II - Capital - Actions

Art. 6. Capital. Le capital social est fixé à EUR 1.374.700,- (un million trois cent soixante-quatorze mille sept cents euros), divisé en 54.988 (cinquante-quatre mille neuf cent quatre-vingt-huit) actions d'une valeur nominale de EUR 25,- (vingt-cinq euros) chacune entièrement souscrites.

Le capital autorisé est fixé à EUR 5.000.000,- (cinq millions d'euros) et sera composé de 200.000 (deux cents mille) actions d'une valeur nominale de EUR 25,- (vingt-cinq euros) chacune.

Toutes les actions sont au porteur ou nominatives. Un registre des actionnaires est tenu par la Société et mentionne au moins le nom et l'adresse de chaque actionnaire, le nombre des actions qu'il détient et, le cas échéant, la date de chaque transfert.

Le capital social et le capital autorisé, le cas échéant, peuvent être augmentés ou réduits par résolution de l'assemblée extraordinaire des actionnaires délibérant comme en matière de modification des Statuts.

De plus, conformément à l'article 32 de la Loi, le conseil d'administration est autorisé pour une durée renouvelable de cinq ans à compter de la date de publication des présents Statuts, à augmenter le capital social, dans les limites du montant du capital autorisé et des Statuts, et à modifier les Statuts en conséquence. Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour déterminer les conditions et modalités d'émission, de souscription et de libération des nouvelles actions, qui seront émises avec ou sans prime d'émission et libérées par apport en nature ou en numéraire, ou de toute autre manière déterminée par le conseil d'administration. Le conseil d'administration est spécialement autorisé

à procéder à de telles émissions sans accorder aux actionnaires existant un droit préférentiel de souscription sur les actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer à tout administrateur ou toute autre personne autorisée le pouvoir de constater les apports et de recevoir paiement des actions représentant tout ou partie de l'augmentation de capital dans le cadre du capital autorisé.

Art. 7. Droits de vote. Chaque action confère un droit de vote identique et chaque actionnaire dispose de droits de vote proportionnels aux actions qu'il détient.

Art. 8. Indivisibilité des actions. Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne connaît qu'un seul propriétaire par action.

Art. 9. Transfert et rachat des actions. Les actions de la Société sont librement cessibles et rachetables entre actionnaires ou lorsque la Société a un actionnaire unique, conformément à la Loi et particulièrement de son article 49-8.

La Société peut procéder au rachat de ses propres actions, dans le cadre d'une réduction de son capital souscrit par annulation des actions rachetées et conformément aux modalités et conditions suivantes:

- Le prix de rachat est fixé par référence à la valeur nominale de chaque action rachetée, ou, s'il est supérieur, dans la limite du montant total de toutes les sommes distribuables en conformité avec les droits conférés aux actions rachetées tels que prévus par les Statuts. Lorsque le prix de rachat est supérieur à la valeur nominale des actions à racheter, le rachat ne peut être décidé que dans la mesure où des sommes distribuables suffisantes sont disponibles pour couvrir l'excédent de prix;

- Le rachat est décidé par une résolution de l'actionnaire unique ou en cas de pluralité d'actionnaires, par une résolution prise par au moins les deux tiers des actionnaires présents ou représentés et pour autant qu'ils ne se soient pas abstenus ou aient voté blanc ou nul;

- Les actions rachetées sont annulées immédiatement après la réduction du capital social.

Titre III - Gestion

Art. 10. Nomination des administrateurs. La Société est administrée par un conseil d'administration composé d'au moins trois administrateurs et divisé en deux catégories dénommées administrateur de type A et administrateur de type B.

En cas d'actionnaire unique, la Société peut être administrée par un administrateur unique qui exerce seul les pouvoirs du conseil d'administration.

Aucun administrateur n'a à être actionnaire de la Société. Les administrateurs sont nommés pour une période renouvelable ne pouvant excéder six ans par résolution de l'assemblée générale des actionnaires représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social. La rémunération, le cas échéant, du ou des administrateurs sera déterminée de la même manière.

Cependant, en cas de vacance de mandat d'un administrateur, les administrateurs restants peuvent coopter un autre administrateur pour pourvoir au mandat vacant jusqu'à la tenue de la prochaine assemblée générale conformément à la Loi.

Un administrateur peut être révoqué, avec ou sans justes motifs, à tout moment par résolution de l'assemblée générale des actionnaires représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société.

Art. 11. Pouvoirs des administrateurs. Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à l'assemblée générale des actionnaires seront de la compétence du conseil d'administration.

La Société est liée par la signature de son administrateur unique, ou en cas de pluralité d'administrateurs, par la seule signature de l'un quelconque de ses administrateurs de Type A ou par la signature conjointe d'un administrateur de Type A et d'un administrateur de Type B.

Le conseil d'administration peut déléguer pour une période déterminée son/ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc, qui n'ont pas à être actionnaire(s) ou administrateur(s) de la Société. Le conseil d'administration déterminera les pouvoirs et rémunération (s'il y a lieu) des agents, la durée de leur mandat ainsi que toutes autres modalités ou conditions de leur mandat.

La gestion journalière des affaires de la Société et le pouvoir de représenter la Société dans le cadre de cette gestion journalière peuvent être délégués à un ou plusieurs administrateurs, dirigeants ou agents qui n'ont pas à être actionnaire(s) ou administrateur(s) de la Société.

Art. 12. Conseil d'administration. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président qui présidera toutes les réunions du conseil d'administration. En l'absence du président, le conseil d'administration pourra être présidé par un administrateur présent et nommé à cet effet.

Le conseil d'administration peut également choisir un secrétaire qui n'a pas à être administrateur ou actionnaire de la Société et qui sera en charge de la tenue des minutes des réunions du conseil d'administration.

Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président ou sur demande de deux administrateurs.

La convocation détaillant les points à l'ordre du jour, l'heure et le lieu de la réunion, sera donnée à l'ensemble des administrateurs au moins 24 heures à l'avance, sauf quand il y est renoncé par chacun des administrateurs, ou lorsque tous les administrateurs sont présents ou représentés.

Chaque administrateur peut prendre part aux réunions du conseil d'administration en désignant par écrit ou par tout autre moyen de communication adéquat un autre administrateur pour le représenter. Un administrateur peut représenter plus d'un administrateur.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par téléphone, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication approprié permettant à l'ensemble des administrateurs participant à la réunion de s'entendre les uns les autres au même moment. Une telle participation est réputée équivalente à une participation physique.

Une réunion du conseil d'administration est dûment tenue quel qu'en soit l'objet si, au commencement de celle-ci, sont présents en personne ou représentés au moins la moitié du nombre total des administrateurs.

Une réunion du conseil d'administration est dûment tenue lorsqu'un soit l'objet si, au commencement de celle-ci, sont présents en personne ou représentés au moins la moitié du nombre total des administrateurs incluant au moins un administrateur de Type B.

Les décisions du conseil d'administration sont valablement prises par une résolution approuvée lors d'une réunion du conseil d'administration de la Société dûment réunie par vote d'au moins la moitié des administrateurs présents et représentés qui ont voté et ne se sont pas abstenus.

En cas de vote, la voix du président est prépondérante au cas de partage des voix.

Les délibérations du conseil d'administration sont consignées dans des minutes signées par le président ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits de ces minutes sont signés par le président ou par deux administrateurs.

Art. 13. Responsabilité des administrateurs. Aucun administrateur n'assume de responsabilité personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société dans le cadre de ses fonctions d'administrateur de la Société et conformément aux Statuts; en tant que représentant de la Société, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Titre IV - Assemblée générale des actionnaires

Art. 14. Actionnaire unique. Un actionnaire unique exerce seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des actionnaires conformément à la Loi.

Les contrats conclus entre l'actionnaire unique et la Société doivent faire l'objet de procès-verbaux ou être établis par écrit.

Art. 15. Assemblées générales. Les assemblées générales d'actionnaires peuvent être convoquées par le conseil d'administration, à défaut par les actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social.

En l'absence d'actions au porteur, les convocations écrites à une assemblée générale indiquant l'ordre du jour doivent être envoyées à chaque actionnaire au moins 8 (huit) jours avant l'assemblée en indiquant l'heure et le lieu de la réunion.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée générale et déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut se tenir sans convocation préalable.

Tout actionnaire peut se faire représenter et agir à toute assemblée générale en nommant comme mandataire et par écrit un tiers qui n'a pas à être actionnaire de la Société.

Les résolutions de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires sont valablement adoptées par le vote de la majorité des actionnaires présents ou représentés.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires ne délibère valablement que si la moitié du capital social est représentée. Si le quorum n'est pas atteint lors d'une première assemblée, les actionnaires seront convoqués par lettre recommandée à une seconde assemblée.

Lors de cette deuxième assemblée, les résolutions sont valablement adoptées quelle que soit la portion du capital représentée.

Les résolutions décidant de modifier les Statuts ne peuvent être adoptées que par une résolution prise par au moins les deux tiers des votes des actionnaires présents ou représentés et pour autant qu'ils ne se soient pas abstenus ou aient voté blanc ou nul.

Une assemblée générale des actionnaires devant statuer sur l'approbation des comptes du dernier exercice social clos de la Société doit être tenue annuellement à Luxembourg au siège social de la Société le troisième vendredi du mois de mai à 15.00 heures ou le lendemain si ce jour est un jour férié.

Les minutes des assemblées générales d'actionnaires sont signées par le président, ou le cas échéant son remplaçant, et le(s) scrutateur(s) de l'assemblée et les actionnaires qui le demandent.

Titre V - Exercice social - Comptes sociaux - Profits - Audit

Art. 16. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} décembre et se termine le 30 novembre, à l'exception du premier exercice qui commence ce jour et se terminera le 30 novembre 2007.

Art. 17. Comptes annuels. Tous les ans, à la fin de l'exercice social, le conseil d'administration dresse un bilan et un compte de pertes et profits conformément à la Loi, auxquels un inventaire sera annexé. Les comptes annuels seront soumis à l'actionnaire unique ou en cas de pluralité d'actionnaires à l'assemblée générale des actionnaires dans les six mois de la clôture de l'exercice social.

Quinze jours avant l'assemblée générale des actionnaires, chaque actionnaire peut prendre connaissance, au siège social de la Société, du bilan, du compte de pertes et profits ainsi que de tous les documents mentionnés par l'article 73 de la Loi.

Art. 18. Bénéfice. Le solde positif du compte de pertes et profits, après la déduction des dépenses, coûts, amortissements, charges et provisions, tel qu'approuvé par l'assemblée générale des actionnaires, représente le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net est affecté à la réserve légale. Cette affectation cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale atteint un dixième du capital social, mais doit être reprise à tout moment jusqu'à entière reconstitution.

Le bénéfice restant est affecté par résolution de la majorité des actionnaires présents ou représentés décidant de sa distribution aux actionnaires proportionnellement au nombre d'actions qu'ils détiennent, de son report à nouveau, ou de son allocation à une réserve distribuable.

Art. 19. Dividendes intérimaires. Nonobstant ce qui précède, le conseil d'administration peut décider, conformément à l'article 72-2 de la Loi et sous réserve des conditions posées par la Loi, de verser des dividendes intérimaires avant la clôture de l'exercice social sur base d'un état comptable établi par le conseil d'administration, duquel devra ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à affecter à une réserve conformément à la Loi ou les Statuts.

Art. 20. Audit. La surveillance de la Société sera confiée à un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes, actionnaire(s) ou non, nommé(s) jusqu'à la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société devant se tenir au siège social de la Société approuvant les comptes annuels de l'année 2012. Cependant leur mandat pourra être renouvelé par l'assemblée générale des actionnaires.

Lorsque les seuils de l'article 35 de la Loi du 19 décembre 2002 concernant le Registre des Sociétés ainsi que les comptes annuels seront atteints, la Société confiera le contrôle de ses comptes à un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises désigné(s) par résolution de l'assemblée générale des actionnaires. L'assemblée générale des actionnaires pourra cependant nommer un réviseur d'entreprise à tout moment.

La surveillance de la Société n'a pas à être confiée à un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes si un ou plusieurs réviseurs d'entreprises est nommé.

Titre VI - Dissolution - Liquidation

Art. 21. Dissolution. La dissolution de la Société sera décidée par l'actionnaire unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires, par l'assemblée générale des actionnaires par une résolution des actionnaires représentant au moins deux tiers du capital social. La Société ne sera pas dissoute par la mort, la suspension des droits civils, la déconfiture ou la faillite d'un actionnaire.

Art. 22. Liquidation. La liquidation de la Société sera menée par un ou plusieurs liquidateurs désignés par l'actionnaire unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires, par l'assemblée générale des actionnaires par une résolution prise selon les articles auparavant, résolution qui déterminera leurs pouvoirs et rémunérations. Au moment de la clôture de liquidation, les avoirs de la Société seront attribués à l'actionnaire unique ou en cas de pluralité d'actionnaires, aux actionnaires proportionnellement au nombre d'actions qu'ils détiennent.»

Cinquième résolution

Il est décidé de nommer:

- John D. Mulholland, né le 13 décembre 1950 à Newtownards, Co Down, Irlande, résidant à Dublin, Irlande; et
- Harry Cassidy, né le 5 juillet 1956 à Newcastle Upon Tyne, Royaume-Uni, résidant à Dublin, Irlande;

administrateurs de Type A de la Société jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires qui se réunira au siège social de la Société le troisième vendredi du mois de mai 2012;

- Marc Torbick, né le 24 février 1977 à Thionville, France, résidant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

administrateur de Type B de la Société jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires qui se réunira au siège social de la Société le troisième vendredi du mois de mai 2012.

Sixième résolution

Il est décidé de nommer Paul Lavery, né le 4 décembre 1976 in Monaghan Town, Co MONAGHAN, Ireland, résidant professionnellement au 9, Merrion Square, Dublin 2, Irlande, commissaire aux comptes de la Société jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra au siège social de la Société le troisième vendredi du mois de mai 2012.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, honoraires ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société en raison des présentes est évalué à environ EUR 16.300,-

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'entête des présentes.

Et après lecture faite à la comparante, elle a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Le notaire instrumentant qui comprend et parle anglais acte par la présente qu'à la demande de la comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi par une traduction française. A la demande de cette même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Signé: A. Braquet, H. Hellinckx.

Enregistré à Luxembourg, le 5 juillet 2007. Relation: LAC/2007/16513. — Reçu 13.456 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juillet 2007.

H. Hellinckx.

Référence de publication: 2007097089/242/573.

(070108765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2007.

Neoclines Global Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 3, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 130.483.

—
STATUTES

In the year two thousand and seven, on the twenty-first day of June

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Appears:

NEOCLIDES S.A., a company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 3, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Luxembourg.

The founder is here represented by Mrs Solange Wolter-Schieres, private employee, residing at Schouweiler, by virtue of a proxy given under private seal.

The beforesaid proxy, being initialled ne varietur by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such party has requested the notary to draw up the following by-laws of a «société à responsabilité limitée» which its declares to incorporate.

Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. There is hereby formed a «société à responsabilité limitée», limited liability company, governed by the present articles of incorporation and by current Luxembourg laws, especially the laws of August 10th, 1915 on commercial companies, including its article 209, of September 18th, 1933 and of December 28th, 1992 on «sociétés à responsabilité limitée», as amended, and the present articles of incorporation.

At any moment, a sole shareholder may join with one or more joint shareholders and, in the same way, the following shareholders may adopt the appropriate measures to restore the unipersonal character of the Company. As long as the Company remains with one sole shareholder, he exercises the powers devolved to the General Meeting of shareholders.

Art. 2. The Company's name is NEOCLIDES GLOBAL CAPITAL S.à r.l.

Art. 3. The Company's purpose is the execution of activities, which are directly or indirectly related with the acquisition, the management and the trading of securities, the participation in Luxembourg or foreign companies, in any form whatsoever, as well as the administration, the management, the control and the exploitation of this intellectual property, the securities and the participations.

The Company may employ their funds for the creation, the management, the exploitation and liquidation of a portfolio, composed of assets of any origin, to acquire assets of any kind, to invest in such assets and to sell them, being material or immaterial, movable or immovable, in particular but not exclusive, security portfolios of any origin. The Company may use its funds to incorporate, to acquire, to develop and to control any company, to acquire securities, participations

through contribution, subscription or option, to dispose of them through the sale, the assignment, the exchange or in any other way and to enhance them.

The Company may procure or borrow its funds and credits in any way, except through bonds traded on public capital market. It may emit, exclusively through private issues, stocks, bonds, debentures, certificates, in registered form and whose disposition is subject to restrictions. The Company may also grant loans to any affiliated company, including funds it obtains through credits or the issue of securities.

The Company may issue guarantees and securities in favour of third parties in order to hedge its commitments and those of the companies it has a direct or indirect participation in, as well as those companies belonging to the same group; furthermore, the Company may support these companies assisting in the companies' and their portfolio's management and development as well as through credits, loans and guarantees. It may pledge, cede, charge its assets in whole or in part or create securities in any other way.

Moreover the Company's purpose is to invest, directly or indirectly, in the real estate market in the Pacific area, including Australia and New Zealand on the basis of defined investment principles. The Company may refund itself by equity and/or outside capital in any form whatsoever. The Company may implement these purposes acquiring, directly or indirectly, keeping, managing and divesting of shares and participations in any companies or in special property or part of it in any way, which purpose is to develop, directly or indirectly, to acquire, to conduct, to lease and to divest real estate or real estate companies predominantly in the Pacific area and especially in Australia and New Zealand. In accomplishment with its purpose, the Company may acquire, keep and divest participations in any way as well as instruments for assets and investments, for example in form of silent partnerships, jouissance rights or executing other investments relating to it as certificates or hybrid instruments for participations and financing.

The Company can perform all commercial, industrial, financial, movable and immovable operations, in connection with its purpose or conducing to the Company's development

Art. 4. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the management should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the management of the Company.

Art. 5. The Company is constituted for an unlimited duration.

Art. 6. The life of the Company does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

Art. 7. The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any shareholder are neither allowed, in circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the administration of the Company. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings.

Capital - Shares

Art. 8. The Company's capital is set at twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-), represented by one thousand two hundred fifty (1,250) shares with a par value of ten euros (EUR 10.-) each.

Art. 9. Each share confers an identical voting right at the time of decisions taking.

Art. 10. The Company may not have more than 30 shareholders, who may not be physical persons. The shares are freely transferable among the shareholders.

Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless members representing at least three-quarter of the corporate capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Otherwise it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the co-ordinate law on trading companies.

The shares are indivisible with regard to the Company, which admit only one owner for each of them.

Management

Art. 11. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of shareholders holding a majority of votes.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two members of the board of managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, boards of managers will be validly held provided that the majority of managers be present.

In this case, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented.

The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating member of the Board of Managers is able to hear and to be heard by all other participating members whether or not using this technology, and each participating member of the Board of Managers shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by phone.

The powers and remunerations of any managers possibly appointed at a later date in addition to or in the place of the first managers will be determined in the act of nomination.

Art. 12. Any manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a mandatory he is only responsible for the execution of his mandate.

The Company shall indemnify any manager and his heirs, executors and administrators, against expenses, damages, compensation and costs reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a manager of the Company, or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement, and only to the extent the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 13. Managers decisions are taken by meeting of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of managers by appointing in writing or by telefax, cable, telegram or telex another manager as his proxy.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the managers' meeting.

In such cases, resolutions or decisions shall be expressly taken, either formulated by writing by circular way, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopier, or by phone, teleconferencing or other telecommunications media.

Shareholders decisions

Art. 14. Shareholders decisions are taken by shareholder's meetings.

However, the holding of meeting is not compulsory as long as the shareholders number is less than twenty-five.

In such case, the management can decide that each shareholder shall receive the whole text of each resolution or decisions to be taken, expressly drawn up by writing, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopier.

Art. 15. Resolutions are validly adopted when taken by shareholders representing more than half of the capital.

If this quorum is not attained at a first meeting, the shareholders are immediately convened by registered letters to a second meeting.

At this second meeting, decisions will be taken at the majority of voting shareholders whatever majority of capital be represented.

However, decisions concerning an amendment of the articles of association must be taken by a majority vote of shareholders representing the three quarters of the capital.

Every meeting shall be held in Luxembourg or such other place as the managers may from time to time determine.

A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders by the dispositions of Section XII of the law of August 10th, 1915 on sociétés à responsabilité limitée.

As a consequence thereof, all decisions which exceed the powers of the managers are taken by the sole shareholder.

Financial year - Balance sheet

Art. 16. The Company's financial year begins on January 1st and closes on December 31st. The first financial year is a short business year.

Art. 17. Each year, as of the 31st of December, the management will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the manager(s) toward the Company.

At the same time, the management will prepare a profit and loss account which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

Art. 18. Each shareholder may inspect at the head office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account.

Art. 19. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisation, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five percent of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued capital but must be resumed till the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, it has been broken into.

The balance is at the disposal of the shareholders. The Company may distribute interim dividends during the year.

However, the shareholders may decide, at the majority vote determined by the relevant laws, that the profit, after deduction of the reserve, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Winding-up - Liquidation

Art. 20. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the assets of the Company will be attributed to the shareholders at the pro-rata of their participation in the share capital of the Company.

A sole shareholder can decide to dissolve the Company and to proceed to its liquidation, assuming personally the payment of all the assets and liabilities, known or unknown of the Company.

Applicable law

Art. 21. The laws here above mentioned in Article one shall apply in so far as these Articles of Incorporation do not provide for the contrary.

Transitory measures

Exceptionally the first financial year shall begin today and end on December 31, 2007.

Subscription - Payment

All the one thousand two hundred fifty (1,250) shares representing the capital have been entirely subscribed by NEOCLIDES S.A., prenamed, and fully paid up in cash, therefore the amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-) is as now at the disposal of the Company NEOCLIDES GLOBAL CAPITAL S.à r.l., proof of which has been duly given to the notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about 1,900.- euro.

General meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

- 1) Are appointed as managers for an undetermined duration
 - Mr Frank Hamen, with professional address at 3, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg;
 - Mrs Beate Lange, with professional address at 17 Innere Wiener Straße, D-81667 München;
 - Mr Stephan Messbacher, with professional address at 17 Innere Wiener Straße, D-81667 München.

In accordance with article eleven of the by-laws, the Company shall be bound by the joint signature of any two members of the board of managers.

- 2) The Company shall have its registered office at L-2180 Luxembourg, 3, rue Jean Monnet.

- 3) Is elected as auditor

PricewaterhouseCoopers S.à r.l., a company having its registered office at 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
Its term of office will expire one June 21, 2008.

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above appearing person, the present incorporation deed is worded in English, followed by a German version; on request of the same person and in case of discrepancies between the English and the German text, the German version will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder, said person signed with us, the Notary, the present original deed.

Deutsche Übersetzung des vorhergehenden Textes:

Im Jahre zweitausendundsieben am einundzwanzigsten Juni.

Vor dem unterzeichneten Maître Henri Hellinckx, Notar mit dem Amtswohnsitz in Luxemburg, Großherzogtum von Luxemburg.

Ist erschienen:

NEOCLIDES S.A., eine nach luxemburgischen Recht eingetragene Gesellschaft, mit Sitz in 3, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg, Luxemburg

Die Gründerin wird hierbei durch Herrn ***, wohnhaft in Luxemburg, kraft einer privatschriftlichen Vollmacht vertreten.

Die vorgenannte, von den anwesenden Personen und dem unterzeichnenden Notar ne varietur gezeichnete Vollmacht, bleibt mit der vorliegenden Urkunde verbunden und wird gleichzeitig mit dieser beim Registergericht eingereicht.

Die genannten Parteien haben den Notar gebeten, die nachfolgende Satzung einer «Société à responsabilité limitée» zu entwerfen, die hiermit gegründet wird.

Name - Sitz - Objekt - Dauer

Art. 1. Hierdurch wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, «société à responsabilité limitée», errichtet, für die die vorliegende Gründungsurkunde und das zurzeit geltende Luxemburger Recht - in seiner jeweiligen Fassung - maßgeblich ist, insbesondere das Recht der Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 einschließlich seines Artikels 209, in der Fassung vom 18. September 1933 und 28. Dezember 1992 betreffend die «sociétés à responsabilité limitée».

Zu jeder Zeit kann ein einzelner Gesellschafter sich mit einem oder mit mehreren verbundenen Gesellschaftern zusammenschließen, in gleicher Weise können die nachfolgenden Gesellschafter die geeigneten Maßnahmen ergreifen, um den «Ein-Personen-Gesellschafter»-Charakter der Gesellschaft wiederherzustellen. Solange die Gesellschaft mit einem einzelnen Gesellschafter bestehen bleibt, übt dieser die Befugnisse aus, die der Gesellschafterversammlung übertragen wurden.

Art. 2. Der Name der Gesellschaft ist NEOCLIDES GLOBAL CAPITAL S.à r.l.

Art. 3. Zweck der Gesellschaft ist die Ausführung aller Aktivitäten, die direkt oder indirekt mit dem Erwerb, Verwaltung und Handel von Wertpapieren, Beteiligungen in luxemburgischen oder ausländischen Gesellschaften, gleich in welcher Form, verbunden sind, sowie die Verwaltung, Geschäftsleitung, Kontrolle und Verwertung dieses geistigen Eigentums, der Wertpapiere und der Beteiligungen.

Die Gesellschaft kann ihre Mittel zur Erstellung, Verwaltung, Verwertung und Liquidation eines aus Vermögenswerten jeglicher Herkunft zusammengestellten Portfolios verwenden, zum Erwerb von Vermögensgegenständen jeglicher Art, zur Investition in solche Gegenstände und zu deren Verkauf, seien diese materieller oder immaterieller, beweglicher oder unbeweglicher Natur, insbesondere, aber nicht ausschließlich, Wertpapierportfolios jeglicher Herkunft. Sie kann ihre Mittel benutzen um sich an der Gründung, dem Erwerb, der Entwicklung und Kontrolle jeglicher Unternehmen zu beteiligen, um Wertpapiere, Beteiligungen durch Einlage, Zeichnung oder Kaufoption zu erwerben, durch Verkauf, Abtretung, Tausch oder auf sonst eine Weise darüber zu verfügen und sie weiterzuentwickeln.

Die Gesellschaft darf sich Finanzmittel und Kredite in jeder Art und Weise beschaffen bzw. aufnehmen, außer durch am öffentlichen Kapitalmarkt gehandelte Anleihen. Sie darf, ausschließlich durch private Emissionen, Schuldverschreibungen, Anleihen, Schuldscheine, Zertifikate, die auf den Namen lauten und deren Übertragung Einschränkungen unterliegt, begeben. Die Gesellschaft kann ebenso Kredite an ihre Tochtergesellschaften und Schwestergesellschaften ausgeben, einschließlich durch Mittel die sie durch einen Kredit oder die Ausgabe von Wertpapieren bezieht.

Die Gesellschaft darf Garantien und Sicherheiten zu Gunsten von Dritten gewähren, um ihre Verpflichtungen und die der Gesellschaften in denen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hat und die Verpflichtungen der Gesellschaften die derselben Unternehmensgruppe angehören wie die Gesellschaft zu sichern; außerdem darf sie diese Gesellschaften unterstützen indem sie sie, unter anderem, bei ihrer Verwaltung und Entwicklung sowie der Verwaltung und Entwicklung ihres Portfolios unterstützt, und sie finanziell durch Kredite, Darlehen und Garantien unterstützt. Sie darf ihre Aktiva ganz oder teilweise verpfänden, abtreten, belasten oder auf jede andere Art und Weise Sicherheiten bestellen.

Zweck der Gesellschaft sind ausserdem mittelbare oder unmittelbare Investitionen in den Immobilienmarkt im pazifischen Raum, einschließlich Australien und Neuseeland anhand definierter Anlagegrundsätze. Dabei kann sich die Gesellschaft über Eigen- und/oder Fremdkapital in jeglicher Form refinanzieren. Diese Zielsetzung kann die Gesellschaft umsetzen über den mittelbaren oder unmittelbaren Erwerb, das Halten und Verwalten und Veräußern von Anteilen und Beteiligungen an Gesellschaften jedweder Art oder an Sondervermögen oder Teilen davon jeglicher Art, deren Zweck die direkte oder indirekte Entwicklung, der Erwerb, der Betrieb, die Vermietung und die Veräußerung von Immobilien

oder Immobiliengesellschaften vorwiegend im pazifischen Raum, insbesondere in Australien und Neuseeland, ist. Die Gesellschaft kann im Zusammenhang mit der Durchführung ihres Gesellschaftszweckes Beteiligungen jedweder Art sowie Anlage- und Investmentinstrumente jedweder Art erwerben, halten und veräußern, beispielsweise auch in Form von stillen Beteiligungen oder Genussrechten und auch sonstige Investitionen in diesem Zusammenhang wie in Zertifikate oder hybride Beteiligungs- und Finanzierungsinstrumente tätigen.

Die Gesellschaft kann alle Aktivitäten kommerzieller, industrieller, finanzieller, beweglicher und unbeweglicher Natur ausführen die in Zusammenhang mit ihrem Gesellschaftszweck stehen oder ihrer Entwicklung förderlich sind.

Art. 4. Die Gesellschaft hat ihren eingetragenen Sitz in der Stadt Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Der Sitz kann zu einem beliebig anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden aufgrund eines Beschlusses im Rahmen einer außerordentlichen Hauptversammlung der Gesellschafter, in der für die Änderung der Satzung vorgeschriebenen Art und Weise.

Eine Verlegung der Adresse des Firmensitzes innerhalb der Gemeinde kann durch Beschluss der Geschäftsleitung erfolgen.

Die Gesellschaft kann Niederlassungen und Filialen in Luxemburg und anderswo haben.

Sollten nach Erachten der Geschäftsführung außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eintreten oder bevorstehen, die die normalen Aktivitäten der Gesellschaft an deren Sitz oder die Kommunikation zwischen den Niederlassungen am Firmensitz und den Personen außerhalb des Firmensitzes negativ beeinträchtigen würden, kann der Firmensitz auch vorübergehend - bis zur vollständigen Beendigung dieser Umstände - ins Ausland verlegt werden. Diese provisorischen Maßnahmen werden die Staatsangehörigkeit der Gesellschaft keineswegs beeinträchtigen. Diese bleibt, trotz der zeitweiligen Verlegung des Gesellschaftssitzes luxemburgischer Staatsangehörigkeit.

Derartige vorübergehende Maßnahmen werden von der Geschäftsleitung der Gesellschaft getroffen und interessierten Gesellschaften mitgeteilt.

Art. 5. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit geschlossen.

Art. 6. Die Gesellschaft wird nicht infolge des Todes, der Verlustes der Geschäftsfähigkeit, des Bankrotts oder der Insolvenz eines Gesellschafters aufgelöst.

Art. 7. Die Gläubiger, Bevollmächtigten, rechtmäßigen Eigentümer oder Erben eines Gesellschafters sind weder berechtigt, unter bestimmten Umständen die Absonderung von Vermögensgegenständen oder Dokumenten der Gesellschaft zu verlangen, noch in irgendeiner Art und Weise Einfluss auf die Verwaltung der Gesellschaft zu nehmen.

Sie müssen für die Ausübung ihrer Rechte auf die Jahresabschlüsse und die Beschlüsse der Gesellschafterversammlungen Bezug nehmen.

Kapital - Anteile

Art. 8. Das Kapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) eingeteilt in eintausendzweihundertfünfzig (1.250) Anteile mit einem Nennwert von je zehn Euro (EUR 10,-).

Art. 9. Jeder Anteil beinhaltet ein identisches Stimmrecht zum Zeitpunkt der Beschlussfassung.

Art. 10. Die Gesellschaft darf nicht mehr als 30 Gesellschafter haben, die die jeweils keine natürlichen Personen sein dürfen. Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Anteile können nicht inter vivos an Nicht-Gesellschafter übertragen werden, soweit nicht eine Mehrheit der Mitglieder, die fünfundsiebzig Prozent (75%) des Gesellschaftskapitals repräsentieren, dieser Übertragung im Rahmen einer Gesellschafterversammlung zustimmen.

Weiterhin wird auf die Maßnahmen der Artikel 189 und 190 des Gesetzes über Handelsgesellschaften verwiesen.

Die Anteile sind mit Hinblick auf die Gesellschaft, die nur einen Inhaber pro Anteil zulässt, unteilbar.

Geschäftsführung

Art. 11. Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern geführt. Wenn mehrere Geschäftsführer bestellt wurden, bilden diese die Geschäftsleitung. Der/die Geschäftsführer muss/müssen nicht Gesellschafter sein. Der/die Geschäftsführer könne/-n jederzeit aufgrund eines Gesellschaftermehrheitsbeschlusses - mit oder ohne Grund - entlassen werden.

Bei Geschäften mit Dritt-Parteien haben der/die Geschäftsführer unter allen Umständen die Befugnis, im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle im Einklang mit den Objekten der Gesellschaft stehenden Handlungen und Transaktionen vorzunehmen und zu genehmigen und die Bestimmungen der Satzungen, die damit im Einklang stehen, festzulegen.

Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich durch Gesetz oder durch die vorliegenden Artikel der Hauptversammlung der Gesellschafter vorbehalten sind, fallen unter die Kompetenz des alleinigen Geschäftsführers oder im Fall mehrerer Geschäftsführer unter die Kompetenz der Geschäftsleitung.

Die Gesellschaft kann durch Einzelunterschrift des alleinigen Geschäftsführers, und im Falle mehrerer Geschäftsführer durch die Unterschriften von zwei Mitgliedern der Geschäftsleitung verpflichtet werden.

Der Geschäftsführer - oder im Falle mehrerer Geschäftsführer, die Geschäftsleitung - kann seine/ihre Befugnis für spezielle Tätigkeiten auf einen / mehrere «ad hoc» Bevollmächtigte delegieren.

Der Geschäftsführer - oder im Falle mehrerer Geschäftsführer, die Geschäftsleitung - wird ggf. die Befugnisse und die Vergütung des Bevollmächtigten sowie die Dauer des Vertretungszeitraums und jegliche andere relevante Bedingungen seiner Bevollmächtigung bestimmen.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer können die Sitzungen der Geschäftsleitung wirksam abgehalten werden, sofern die Mehrheit der Geschäftsführer anwesend ist.

In diesem Fall werden Beschlüsse der Geschäftsleitung durch die Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer angenommen.

Der Einsatz von Videokonferenz-Equipment und Konferenztelefonaten ist zulässig, vorausgesetzt, dass sich alle beteiligten Mitglieder der Geschäftsleitung untereinander hören können, egal, ob sie diese Technologie benutzen oder nicht, und jedes beteiligte Mitglied der Geschäftsleitung gilt als anwesend und autorisiert per Video oder per Telefon abzustimmen.

Die Befugnisse und die Vergütungen eines jeden möglicherweise später ernannten zusätzlichen oder den ersten Geschäftsführer ersetzenden Geschäftsführers werden im Rahmen der Ernennung zum Geschäftsführer im Nominierungsakt festgelegt.

Art. 12. Kein Geschäftsführer darf in Ausübung seiner Funktion persönliche Verpflichtungen eingehen, die die von ihm in regulärer Weise im Namen der Gesellschaft übernommenen Verpflichtungen betreffen; als ein Bevollmächtigter ist er lediglich verantwortlich für die Ausübung seiner Mandate.

Die Gesellschaft wird alle Geschäftsführer und ihre Erben, Beauftragten unbeschädigt halten von allen Ausgaben, Schäden, Ausgleichen und Kosten, die auf vernünftige Weise in Verbindung mit einer Handlung, einem Verfahren entstehen, in denen sie eine Partei sein können aufgrund ihrer Funktion als Geschäftsführer der Gesellschaft oder, auf Anfrage der Gesellschaft oder einer anderen Gesellschaft in der die Gesellschaft Aktien hält oder Gläubiger ist und durch die er keine Entschädigung erhält außer in Verbindung mit Angelegenheiten in denen er schließlich wegen grober Fahrlässigkeit oder schwerwiegendem Verfehlen verurteilt wird. Im Falle einer Regelung erfolgt die Entschädigung lediglich, wenn die Gesellschaft von ihren Rechtsbeiständen in Kenntnis gesetzt wird, dass die zu entschädigende Person ihre Verpflichtungen nicht verletzt hat. Das vorliegende Recht auf Entschädigung schließt die anderen Anrechte dieser Person nicht aus.

Art. 13. Die Beschlüsse der Geschäftsführung müssen in Sitzungen der Geschäftsleitung gefasst werden.

Jeder Geschäftsführer kann in einer Sitzung der Geschäftsführung durch einen von ihm per Telefax, Telegramm oder Telex bevollmächtigtes anderes Mitglied vertreten werden.

Schriftlich gefasste Beschlüsse, die von allen Geschäftsführern genehmigt und unterschrieben wurden, haben die gleiche Gültigkeit, wie Beschlüsse, die im Rahmen einer Sitzung der Geschäftsleitung gefasst wurden.

In diesen Fällen sollen die Beschlüsse und Entscheidungen ausdrücklich vorgenommen werden, entweder schriftlich in Form eines Rundschreibens - übermittelt per einfachen Brief, Email oder Fax - oder per Telefon, Telefonkonferenz oder eines Telekommunikationsmittels.

Gesellschafterbeschlüsse

Art. 14. Entscheidungen von Gesellschaftern werden in Gesellschafterversammlungen getroffen.

Die Einberufung dieser Versammlung ist nicht erforderlich solange es weniger als fünfundzwanzig Gesellschafter gibt.

In diesem Fall kann die Geschäftsführung beschließen, jedem Gesellschafter den vollständigen Text der Beschlüsse zuzuschicken, dies in schriftlicher Form und per Brief, elektronische Post oder Telefax.

Art. 15. Beschlüsse kommen gültig zustande, wenn diese durch Gesellschafter gefasst wurden, die mehr als fünfzig Prozent (50%) des Kapitals repräsentieren.

Wenn diese Beschlussfähigkeit in der ersten Versammlung nicht erzielt werden kann, werden die Gesellschafter sofort zu einer zweiten Versammlung per eingeschriebenen Brief eingeladen.

Bei dieser zweiten Versammlung werden die Beschlüsse durch die Mehrheit der abgegebenen Stimmen der Gesellschafter - unabhängig von der Höhe des anwesenden Kapitals - gefasst.

Bei Beschlüssen, die eine Änderung der Satzung beinhalten, bedarf es für deren Gültigkeit bei den Gesellschaftern einer Stimmenmehrheit von 75% des anwesenden Kapitals.

Jede Gesellschafterversammlung findet in Luxemburg oder an einem Ort statt, welcher von der Geschäftsführung beschlossen wird.

Ein einzelner Gesellschafter übt die Befugnis alleine aus, die der Gesellschafterversammlung nach den Vorschriften der «Section XII of the law of August 10th, 1915 on «sociétés à responsabilité limitée» übertragen wurde.

Demzufolge werden alle Entscheidungen, die die Befugnisse des Geschäftsführers übersteigen, vom einzelnen Gesellschafter getroffen.

Geschäftsjahr - Bilanz

Art. 16. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember. Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft ist ein Rumpfgeschäftsjahr.

Art. 17. Auf den 31. Dezember eines jeden Jahres, wird die Geschäftsführung die Bilanz erstellen, die einen Bericht über die Wirtschaftsgüter der Gesellschaft zusammen mit deren Schulden und Verbindlichkeiten enthalten wird und wird ergänzt durch einen Anhang, der eine Zusammenfassung aller Verpflichtungen sowie der Verbindlichkeiten der Geschäftsführer gegen die Gesellschaft enthält.

Gleichzeitig wird die Geschäftsführung eine Gewinn- und Verlustrechnung erstellen, die zusammen mit der Bilanz an die Gesellschafterversammlung übermittelt wird.

Art. 18. Jeder Gesellschafter kann am Hauptsitz der Gesellschaft das Inventar, die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung einsehen.

Art. 19. Die Erträge eines Geschäftsjahres, nach Abzug der Allgemein- und Betriebskosten, Aufwendungen und Abschreibungen stellen den Nettogewinn der Gesellschaft dar.

Jedes Jahr werden fünf Prozent (5%) des Nettogewinns in die gesetzlich vorgeschriebene Mindestrücklage übertragen.

Dieser Einbehalt hört auf zwingend zu sein, wenn die gesetzliche Mindestrücklage 1/10 des emittierten Kapitals beträgt; jedoch muss die gesetzlich vorgeschriebene Mindestrücklagen wiederhergestellt werden, soweit zu irgendeinem Zeitpunkt aus irgendeinem Grund der Einbehalt unter die Höhe der Mindestrücklage zurückfällt.

Der Saldo steht den Gesellschaftern zur Ausschüttung zur Verfügung. Die Gesellschaft ist unterjährig zur Ausschüttung von Vorabdividenden berechtigt.

Jedoch können die Gesellschafter mit einer Stimmenmehrheit, und im Einklang mit der geltenden Gesetzgebung, beschliessen, diesen Saldo vorzutragen oder einer ausserordentlichen Rücklage zuzuführen.

Abwicklung - Liquidation

Art. 20. Die Liquidation wird durch einen oder mehrere Liquidatoren - natürliche oder juristische Personen - durchgeführt; dieser/diese wird/werden durch die Gesellschafterversammlung bestimmt; dabei werden zugleich dessen/deren Befugnisse und Vergütungen festlegt.

Wenn die Liquidation der Gesellschaft abgeschlossen ist, werden die Vermögensgegenstände der Gesellschaft den Gesellschaftern pro-rata zugeordnet unter Berücksichtigung deren jeweiliger Beteiligung am Anteilskapital der Gesellschaft.

Ein einzelner Gesellschafter kann entscheiden, die Gesellschaft zu liquidieren und die Liquidation selbst durchzuführen und alle Zahlungen der Vermögensgegenstände und Verbindlichkeiten der Gesellschaft - ob bekannt oder unbekannt - zu übernehmen.

Geltendes Recht

Art. 21. Die gesetzlichen Bestimmungen des vorgenannten «Artikel eins» finden insoweit Anwendung, als dass die vorliegenden Artikel nicht etwas Gegenteiliges bestimmen.

Übergangsbestimmungen

Ausnahmsweise beginnt das erste Geschäftsjahr heute und endet am 31. Dezember 2007.

Zeichnung - Zahlung

Eintausendzweihundertfünfzig (1.250) Anteile werden von der vorgenannten NEOCLIDES S.A. gezeichnet und zugleich in bar voll einbezahlt; dies stellt das gesamte, voll einbezahlte Kapital dar; daher steht der Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) mit sofortiger Wirkung der Gesellschaft zur Verfügung; der Nachweis wurde dem Notar gegenüber ordnungsgemäß erbracht.

Kostenschätzung

Die Kosten, Auslagen, Gebühren und Abgaben in jeglicher Form, die von der Gesellschaft zu tragen sind oder welche in Verbindung mit der Eintragung übernommen werden müssen, werden auf 1.900,- Euro geschätzt.

Gesellschafterversammlung

Sofort nach der Eintragung der Gesellschaft, haben die oben bezeichneten Personen, die die Gesamtheit des gezeichneten Kapitals vertreten und die an die Gesellschafterversammlung übertragenen Befugnisse ausüben, nachfolgende Vereinbarung getroffen:

- 1) Zu Geschäftsführern werden auf unbestimmte Zeit bestellt
 - Herr Frank Hamen, mit geschäftsansässig in 3, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg;
 - Herr Stephan Messbacher, geschäftsansässig in Innere Wiener Strasse 17, D-81667 München, Deutschland und
 - Frau Beate Lange, geschäftsansässig in Innere Wiener Strasse 17, D-81667 München, Deutschland.

In Übereinstimmung mit Artikel elf der Satzung wird die Gesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Geschäftsführern verpflichtet.

- 2) Die Gesellschaft wird ihren eingetragenen Sitz in der 3, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg haben.

3) Zum Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft wird die PricewaterhouseCoopers S.à r.l., mit Sitz in 400, route d'Esch, L-1471 Luxemburg ernannt.

Das Prüfungsmandat läuft am 21. Juni 2008 ab.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch und Deutsch spricht und versteht, bestätigt hiermit, dass auf Anfrage der oben erschienenen Partei, dieser Akt auf Englisch verfasst wurde und von der deutschen Übersetzung gefolgt ist. Auf Anfrage der gleichen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die deutsche Fassung maßgebend.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg am Datum wie eingangs erwähnt.

Das Dokument wurde dem Inhaber der Vollmachtsurkunde vorgelesen; diese Person hat vor mir, dem Notar, die originale Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: S. Wolter-Schieres, H. Hellinckx.

Enregistré à Luxembourg, le 2 juillet 2007. Relation: LAC/2007/15650. — Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Für gleichlautende Kopie, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Luxemburg, den 17. Juli 2007.

H. Hellinckx.

Référence de publication: 2007097078/242/431.

(070108571) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2007.

**TS Redigaffi Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. TS EDE Holdings S.à r.l.).**

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 130.267.

In the year two thousand and seven, on the thirteenth of July.

Before US Maître Joseph Elvinger, notary, residing at Luxembourg.

There appears:

TS EUROPEAN VI HOLDINGS (LUX) S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register, section B, under number 117.194,

here represented by Mrs Rachel Uhl, employee, with professional address at Luxembourg, by virtue of a proxy established on July 13, 2007.

The said proxy, signed *ne varietur* by the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, through its proxyholder, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing party is the sole shareholder of the private limited liability company («société à responsabilité limitée») existing in Luxembourg under the name of TS EDE HOLDINGS S.à r.l. having its registered office at 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, under process of registration with the Luxembourg Trade and Company Register, incorporated by a deed of the undersigned notary on July 12, 2007, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations.

II. The Company's share capital is fixed at twelve thousand five hundred Euro (€ 12,500.-) divided into five hundred (500) shares of twenty-five Euro (€ 25.-) each.

III. The sole shareholder resolves to change the Company's name from TS EDE HOLDINGS S.à r.l. into TS REDIGAFFI HOLDINGS S.à r.l.

IV. Pursuant to the above change of name, article 4 of the Company's articles of association is amended and shall henceforth read as follows:

« **Art. 4.** The Company will have the name TS REDIGAFFI HOLDINGS S.à r.l.»

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne to the Company as a result of the present shareholder's meeting are estimated at approximately one thousand Euro (€ 1,000.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation.

On request of the same appearing person and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarised deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, who is known to the notary by his Surname, Christian name, civil status and residence, he signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le treize juillet.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

TS EUROPEAN VI HOLDINGS (LUX) S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 117.194,

ici représentée par Madame Rachel Uhl, juriste, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 13 juillet 2007.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Laquelle comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. La comparante est l'associé unique de la société à responsabilité limitée établie à Luxembourg sous la dénomination de TS EDE HOLDINGS S.à r.l. (la « Société »), ayant son siège social au 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, en cours d'enregistrement auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, constituée suivant acte du notaire soussigné reçu en date du 12 juillet 2007, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

II. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents Euro (€ 12.500,-) divisé en cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq Euro (€ 25,-) chacune.

III. L'associé unique décide de changer la dénomination sociale de la Société de TS EDE HOLDINGS S.à r.l. en TS REDIGAFFI HOLDINGS S.à r.l.

IV. Suite au changement de nom ci-dessus, l'article 4 des statuts de la Société est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

« **Art. 4.** La Société a comme dénomination TS REDIGAFFI HOLDINGS S.à r.l.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille Euro (€ 1.000,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française.

A la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont Procès-verbal, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des comparantes, connu du notaire par son nom et prénom, état et demeure, elle a signé ensemble avec nous notaire, le présent acte.

Signé: R. Uhl, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 18 juillet 2006, Lac/2007/18504. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juillet 2007.

J. Elvinger.

Référence de publication: 2007097091/211/83.

(070109031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2007.

B.L.R., Bel Re S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 7, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 27.908.

L'an deux mille sept, le onze juin.

Par-devant Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est réunie:

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme BEL RE S.A. en abrégé B.L.R., avec siège social à L-1840 Luxembourg, 7, boulevard Joseph II, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg

sous le numéro B 27.908, (la «Société») constituée suivant acte notarié en date du 20 avril 1988, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 187 du 11 juillet 1988, les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte notarié en date du 5 mai 2003, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 554 du 22 mai 2003.

L'assemblée est ouverte à 15.00 heures sous la présidence de Monsieur Alain Hauglustaine, dirigeant de sociétés, résidant à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Mademoiselle Blazenka Bartolovic, employée privée, résidant à Nospelt.

L'assemblée élit comme scrutatrice Mademoiselle Anita Maggipinto, employée privée, résidant à Mondercange.

Le président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter:

I) Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence signée par le président, le secrétaire, le scrutateur, les actionnaires présents ou les mandataires des actionnaires représentés et le notaire instrumentant. Ladite liste de présence restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II) Qu'il ressort de cette liste de présence que les cent quatre mille quatre cent soixante-deux (104.462) actions représentatives de l'intégralité du capital social de cent quatre-vingt-dix-sept millions neuf cent quatre-vingt-cinq mille huit cent trente euros et quatre-vingt-douze cents (197.985.830,92 EUR) sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, les actionnaires représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III) Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

- Modification des statuts.

IV) Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci passe à l'ordre du jour.

Après délibération, le président met aux voix les résolutions suivantes, qui ont été adoptées à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article dix des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 10.** Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les présents statuts réservent à l'assemblée générale.

Il peut notamment compromettre, transiger, consentir tous les désistements ou mainlevées, avec ou sans paiements.

Il délègue la gestion journalière des affaires de la Société ainsi que la représentation de celle-ci en ce qui concerne cette gestion, à un ou plusieurs administrateurs.

Les personnes en charge de la gestion journalière ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle. Elles ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat et peuvent déléguer les pouvoirs reçus dans le cadre de celui-ci.

Le mandat de gestion journalière comprend notamment:

- la négociation des traités et conventions annexes,
- la détermination des parts de risques devant être rétrocédées,
- la conclusion des traités relatifs à cette rétrocession,
- le calcul et la comptabilisation des réserves techniques,
- la vérification de l'adéquation des réserves avec la marge de solvabilité définie par les dispositions légales en vigueur,
- la gestion des sinistres,
- dans le cadre de la gestion des litiges relatifs à l'exécution des traités, toute demande de recours à l'arbitrage, aussi bien en tant que demandeur que défendeur, toute transaction, tout désistement et toute compromission,
- dans le cadre de la politique de placement définie par le Conseil d'Administration, l'acquisition, la vente ou le don en garantie de tous biens mobiliers,
- l'exécution des résolutions de l'assemblée générale et du Conseil d'Administration.»

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article quatorze des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 14.** L'assemblée générale annuelle se réunit au siège social le premier mardi du mois de juin.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.»

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude de notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les membres de bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. Hauglustaine, B. Bartolovic, A. Maggipinto, J. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 19 juin 2007, LAC/2007/13580. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour expédition conforme, délivrée à la Société sur demande aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2007.

J. Baden.

Référence de publication: 2007097475/7241/70.

(070109741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2007.

Anglo Coal Cerrejon, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 108.656.

Extrait d'une résolution prise par les actionnaires de la société en date du 12 juin 2007

«Monsieur Norman Bloe Mbazima, avec adresse privée au 77, Cumberland Avenue, 2021 Bryanston, Sandton, Afrique du Sud, a démissionné de son mandat de gérant de la société avec effet à partir du 31 mai 2006.

Monsieur David Duncan Barber, avec adresse professionnelle au 44, Main Street, 2001 Johannesburg, Afrique du Sud, a été nommé gérant de la société avec effet à partir du 11 juin 2007.»

Signature

Gérant

Référence de publication: 2007097441/1115/16.

Enregistré à Luxembourg, le 14 août 2007, réf. LSO-CH03963. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070109366) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2007.

Invista S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 152.000.000,00.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 67.097.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2004, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juillet 2007.

ATOZ

Signature

Référence de publication: 2007096260/4170/16.

Enregistré à Luxembourg, le 9 août 2007, réf. LSO-CH02908. - Reçu 72 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070107970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2007.

BCBG S.A., Bel Canto Business Generators S.A. Soparfi, Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 40.740.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 13 août 2007.

Pour copie conforme

Pour la société

Pour Maître J. Seckler

Notaire

Par délégation M. Goeres

Référence de publication: 2007097227/231/15.

(070109023) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2007.
